

SEANCES DU JEUDI 26 OCTOBRE 1989
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 26 OKTOBER 1989ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROPOSITIONS DE LOI (Discussion):

Proposition de loi relative à l'interruption de grossesse, tendant à modifier les articles 348, 350 et 351 du Code pénal et à abroger les articles 352 et 353 du même code.

Proposition de loi relative à l'application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal.

Proposition de loi modifiant les articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (*Docs. n^{os} 569-1 et 2*).

Proposition de loi modifiant les articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insérant un article 353*bis* dans le même code.

Proposition de loi modifiant les articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (*Docs. n^{os} 594-1 et 2*).

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: M. le baron Clerdent, M. Aerts, Mme Mayence-Goossens, MM. Lallemand, Hasquin, Didden, p. 204.

INHOUDSOPGAVE:

VOORSTELLEN VAN WET (Beraadslaging):

Voorstel van wet betreffende de zwangerschapsafbreking, strekkende om de artikelen 348, 350 en 351 van het Strafwetboek te wijzigen en de artikelen 352 en 353 van hetzelfde wetboek op te heffen.

Voorstel van wet betreffende de toepassing van de artikelen 350, 351, 352, 353 en 383 van het Strafwetboek.

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 350 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de zwangerschapsafbreking (*Gedr. St. nrs. 569-1 en 2*).

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 348 en 350 tot 353 van het Strafwetboek en tot invoeging van een artikel 353*bis* in hetzelfde wetboek.

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 350 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de zwangerschapsafbreking (*Gedr. St. nrs. 594-1 en 2*).

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: baron Clerdent, de heer Aerts, mevrouw Mayence-Goossens, de heren Lallemand, Hasquin, Didden, blz. 204.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

M. Mouton, secrétaire, prend place au bureau.
De heer Mouton, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 5 m.
De vergadering wordt geopend te 10 h 5 m.

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'INTERRUPTION DE GROSSESSE, TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 348, 350 ET 351 DU CODE PENAL ET A ABROGER LES ARTICLES 352 ET 353 DU MEME CODE

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'APPLICATION DES ARTICLES 350, 351, 352, 353 ET 383 DU CODE PENAL

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 350 A 353 DU CODE PENAL RELATIFS A L'AVORTEMENT

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 348 ET 350 A 353 DU CODE PENAL ET INSERANT UN ARTICLE 353BIS DANS LE MEME CODE

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 350 ET 353 DU CODE PENAL RELATIFS A L'AVORTEMENT

Reprise de la discussion générale

VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBREKING, STREKKENDE OM DE ARTIKELN 348, 350 EN 351 VAN HET STRAFWETBOEK TE WIJZIGEN EN DE ARTIKELN 352 EN 353 VAN HETZELFDE WETBOEK OP TE HEFFEN

VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN DE ARTIKELN 350, 351, 352, 353 EN 383 VAN HET STRAFWETBOEK

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKELN 350 EN 353 VAN HET STRAFWETBOEK BETREFFENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBREKING

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKELN 348 EN 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK EN TOT INVOEGING VAN EEN ARTIKEL 353BIS IN HETZELFDE WETBOEK

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKELN 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK BETREFFENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBREKING

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des propositions de loi relatives à l'interruption de grossesse.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de voorstellen van wet betreffende de zwangerschapsafbreking.

La parole est au baron Clerdent.

M. le baron Clerdent. — Monsieur le Président, le rapport des commissions m'a causé une profonde déception. Il établit, tristement, l'incapacité de se rencontrer en laquelle partisans et adversaires de la proposition se sont enlisés. De cette absence de dialogue est sorti un texte qui, malgré maintes déclarations et précautions oratoires, n'a rien d'un compromis: la rédaction primitive n'a guère été modifiée et lorsqu'elle l'a été, sur le point capital de l'appréciation de l'état de détresse, ce fut pour confirmer le laxisme de la loi; les amendements des adversaires de la proposition ont été rejetés; les tentatives de composition, effectuées par ceux qui estimaient sincèrement ne pouvoir avaliser la libéralisation quasi totale de l'avortement, se sont heurtées à l'intransigeance de ses défenseurs.

Il est certain qu'on ne pouvait se contenter plus longtemps — on ne l'a que trop fait — de ne pas appliquer la loi dans les cas difficiles qui sont précisément ceux auxquels notre appareil judiciaire et notre arsenal légal doivent apporter une réponse sûre. Il est également certain que l'évolution des mœurs et des mentalités provoque des situations individuelles dramatiques dont les conséquences sociales peuvent être graves; ce serait une hypocrisie coupable de les nier, comme de vouloir ignorer que certains milieux trouvent plus aisément la solution refusée à d'autres.

Le législateur devait donc se saisir du problème de l'avortement non pas au nom de la morale, qui n'est pas de son ressort, mais au nom de la sauvegarde de la santé de la société dont il a la charge et du maintien de l'ordre public sans lequel il n'y aurait ni Etat ni société viable. Malheureusement, le temps passé à remettre au lendemain a favorisé la radicalisation. En effet, long est le chemin parcouru depuis le dépôt de la première proposition de loi, en 1978, jusqu'à celle que nous examinons

maintenant. Les pionniers ont peu à peu renoncé à leurs positions nuancées pour se ranger aux exigences des partisans de la libéralisation quasi générale de l'avortement.

Les commissaires ont traité de maintes questions assurément intéressantes: le commencement de la vie, la meilleure contraception possible, les droits de la femme et ceux de l'enfant ... Si ces discussions n'ont pas réussi à emporter la conviction commune d'un plus grand nombre, c'est parce que l'analyse n'est pas allée suffisamment en profondeur. Pourtant, le principe de référence qui aurait pu faire l'unanimité allait de soi: c'est celui du respect de la vie comme valeur sociale et non pas seulement comme valeur individuelle. On peut bien discuter de la couleur d'une société, de son caractère égalitaire ou de son contraire, de sa conception de la liberté ...

Bref, on peut discuter — et on ne s'en prive pas dans nos démocraties modernes — de tous les attributs d'une société agissante, mais on ne discute pas de son existence. Le respect de la vie, comme valeur sociale fondatrice, fait partie du patrimoine de l'humanité; il relève de la philosophie naturelle et c'est pour le magnifier que toutes les religions le commandent. Mais ce n'est pas en soi un acte religieux. C'est un acte rationnel, coexistant avec la nature humaine et son aspiration à des formes de vie sociale supérieures. L'avortement ne peut donc être admis en soi puisqu'il ébranle le principe vital pour notre société; il ne peut être toléré, à titre exceptionnel, que par égard à des situations difficilement supportables que connaissent certaines femmes enceintes. La tâche d'un législateur, conscient de ces principes, est de rendre l'avortement aussi exceptionnel que possible par des mesures préventives d'information et des mesures curatives d'assistance et d'accompagnement.

Ce n'est évidemment pas l'esprit de la proposition de loi qui nous est soumise. Je me limiterai à deux remarques.

En premier lieu, l'état de détresse, tel que le texte le présente et tel qu'il résulte des travaux de la commission, ne supporte aucune restriction. Il justifie tout avortement pour quelque raison, avouée ou non, que ce soit. L'amendement présenté par les auteurs de la proposition eux-mêmes l'établit clairement. Le procédé — on n'ose parler de procédure — qui en résulte est stupéfiant: deux personnes sont en présence, chacune juge et partie de son propre problème. D'une part, la femme désireuse d'avorter établit son état de détresse par la démarche qu'elle entreprend auprès d'un médecin et elle pourra la renouveler jusqu'à ce qu'elle rencontre une oreille accueillante. D'autre part, le médecin décide, seul, de l'état de détresse qui le dispense. Il était difficile d'imaginer un système plus ouvert, moins exigeant.

Le rejet des amendements organisant un contrôle n'est pas le fait du hasard d'autant plus que la commission s'est refusé des témoignages précieux. La proposition « d'organiser une audition d'experts provenant de pays voisins qui ont procédé à une libéralisation de la législation il y a quelque temps déjà » a été rejetée et l'on s'étonne d'un grand absent parmi les personnalités entendues: le Conseil de l'Ordre des médecins, qui a cependant, ses règles déontologiques en la matière, étrangères à la loi pénale. L'article 86 du Code de déontologie médicale prescrit: « Lorsque le médecin estime qu'il existe une indication de pratiquer l'interruption de grossesse, il doit, avant d'y procéder, demander l'avis de deux médecins dont un au moins exerce la discipline dont relève l'indication invoquée. Un protocole de décision prise permettant l'identification ultérieure de la patiente doit être adressé, sous pli fermé, par le médecin qui pratique l'interruption de grossesse, au conseil provincial dont celui-ci relève. Le médecin ne peut pratiquer une interruption de grossesse qu'avec l'accord de la patiente dûment informée, et uniquement dans une institution agréée en tant qu'établissement hospitalier. »

Un sondage effectué récemment pour le journal *Le Soir* par la Sobemap établit que 45,6 p.c. des Belges estiment que l'état de détresse doit être apprécié par plusieurs médecins; 20,3 p.c. seulement par un médecin et encore n'est-il pas précisé s'il s'agit de celui qui pratiquera l'intervention.

J'en viens à présent à ma seconde remarque: les structures d'accueil et l'obligation d'informer auxquelles la proposition de loi fait allusion sont médiocres et ont toutes les chances d'être

inefficaces. D'ailleurs, a-t-on voulu qu'elles le soient? On peut en douter. Cependant, des mesures d'accompagnement de la femme pendant sa grossesse et après la naissance, ainsi que de l'enfant, auraient, mieux que l'avortement, répondu au désarroi d'une bonne partie des femmes qui s'adressent, par exemple, aux centres hospitaliers pratiquant l'avortement dont j'utilise les statistiques: 45 p.c. des femmes qui demandent un avortement, sont célibataires; 75 p.c. ne disposent que d'un revenu inférieur à 20 000 francs, sinon d'aucun revenu. On comprend que de telles situations débouchent sur un état de détresse. Mais il est raisonnable de croire qu'on pourrait y porter remède matériellement et psychologiquement.

Les mêmes statistiques établissent que dans 40 p.c. des cas, ce sont les problèmes économiques et sociaux qui déterminent la femme à avorter. De plus, on peut espérer que la vie l'emportera si elle était montrée et expliquée, ce que permettent aujourd'hui — ce n'était pas le cas il y a dix ans — les nouvelles techniques médicales comme l'échographie. A douze semaines, le fœtus n'est plus un amas indifférencié de cellules. Les empreintes digitales, totalement formées, ne changeront pas si ce n'est en taille. C'est un tout petit bébé mais il a son visage; il peut cligner des yeux, avaler et réagir au bruit. Il ne lui reste plus qu'à grandir.

Ainsi, la proposition de loi établit bien qu'elle ne se réfère en rien au respect de la vie; que l'avortement n'y fait pas figure d'acte exceptionnel; qu'au contraire, sa libéralisation est telle qu'on ne voit pas ce qui pourrait la limiter. La loi proposée est donc fondamentalement négative. Mais est-on tellement certain que l'enfant, une fois supprimé, l'état de détresse disparaîtra? N'est-il pas plus conforme à une psychologie élémentaire de croire que celui-ci résulte de plusieurs causes dont la grossesse contestée n'est peut-être pas la première.

Ceci m'amène à faire trois remarques. Ma première remarque n'est pas un plaidoyer pour une politique nataliste. Elle est la simple constatation de la situation démographique du pays. Depuis 1965, le nombre moyen d'enfants par femme en âge de fécondité est en régression: 1964, 2,7 enfants; 1974, 1,9 enfant; 1984, 1,6 enfant. Pour qu'une société se maintienne, le taux de fécondité doit être d'au moins 2,1. Malgré l'apport des familles étrangères, nous accusons un déficit de 25 p.c. dont l'effet sera cumulatif, ce qui prépare une pyramide des âges déprimée.

Pour une fois, le problème n'est pas communautaire: l'évolution est la même dans chaque région, pire à Bruxelles. Le climat social n'est pas favorable à l'enfant et l'éventuelle libéralisation de l'avortement ne l'améliorera pas. Reste à savoir comment des actifs de moins en moins nombreux, de moins en moins disposés à avoir des enfants, supporteront la charge de personnes âgées et non productives de plus en plus nombreuses; comment, d'un point de vue essentiellement quantitatif, notre pays conservera une place suffisamment digne dans le concert des nations européennes; comment, d'un point de vue qualitatif, notre société alimentera le dynamisme, l'esprit d'entreprise et de compétition, la créativité, indispensables au progrès social. Comment notre société vieillie pourra-t-elle exprimer la vitalité indispensable à sa survie, caractéristique de la jeunesse dont elle s'est privée? En définitive, ce phénomène de régression démographique rencontré dans tous les pays riches et industrialisés ne nous dispense pas de nous en inquiéter.

Ma deuxième remarque sera pour constater l'absence du père, réduit à la fonction de géniteur. D'après les statistiques du groupe d'action des centres extra-hospitaliers pratiquant l'avortement, 42 p.c. de leur clientèle sont constitués de femmes mariées et non séparées. Voilà donc 42 p.c. d'avortements dans lesquels le mari-père-géniteur n'a rien à voir. Les mêmes statistiques établissent que 15 p.c. des avortements procèdent de difficultés conjugales. Beaucoup pourraient être résolues — et des avortements évités — si l'information et l'accompagnement du couple, surtout marié, étaient exercés par des personnes compétentes et dévouées à la cause de la vie. Les statistiques citées n'en laissent rien paraître et la proposition de loi ne s'en soucie pas.

Je trouve la matière de ma troisième et dernière remarque dans le sondage réalisé par le journal *Le Soir* dont les titres

ne dispensent pas de prendre connaissance des tableaux qui traduisent les grandes tendances de l'opinion publique. Il est vrai que les mœurs ont évolué puisque, selon le sondage, 86,6 p.c. des Belges estiment que la loi sur l'avortement doit être modifiée. Mais le sondage précise encore que 14,1 p.c. seulement se prononcent pour la dépénalisation totale; 56,9 p.c. croient que l'avortement ne devrait être autorisé que soit pour des raisons médicales, soit en cas de viol ou d'inceste. Les partisans de l'avortement, endéans les douze premières semaines, dans tous les cas de détresse de la femme, ne font que 29 p.c.

Je voudrais conclure en deux points qui pourraient servir à formuler des propositions susceptibles d'apaiser ceux qu'inquiètent le laxisme du texte.

Le premier est essentiel: c'est le rôle des structures d'information, d'accueil et d'accompagnement; leur composition et l'esprit dans lequel elles agiront. En voici deux exemples. Les statistiques du groupe d'action des centres extra-hospitaliers pratiquant l'avortement établissent que 1,2 p.c. des femmes accueillies par ces centres décident de poursuivre leur grossesse. A ce pourcentage insignifiant, on comparera celui de la clinique d'avortement *Reproductive Health Service*, dans le Missouri, qui relève d'une compagnie pratiquant plus de la moitié des avortements de cet Etat. Cette clinique n'est pas n'importe laquelle: tous les samedis sans exception, une cinquantaine de militants *Pro life* viennent manifester devant les grilles de l'établissement. Dans une récente interview au journal *Libération*, la directrice soulignait que «personne n'est en faveur de l'avortement». Elle précisait: «Notre principale activité n'est d'ailleurs pas l'intervention en elle-même mais les conseils et les orientations familiales. L'année dernière, sur les quinze mille personnes qui sont venues nous voir, huit mille d'entre elles ont eu recours à l'avortement.» Tel est l'esprit dans lequel fonctionne une clinique qui n'a d'autre activité que de pratiquer l'avortement. Le gouffre entre les deux pourcentages que je viens de citer — 1,2 et 47 — est très significatif de la différence de conception dans l'information donnée, dans la notion même d'accueil.

Puisque nous serons sans doute tous d'accord pour dire, avec le rapport des commissions, que «l'avortement est de toute façon un drame qu'il faut éviter par tous les moyens», pourquoi ne serions-nous pas également d'accord pour préciser dans la loi — ce qui ne se trouve pas dans la proposition — la composition des structures d'accueil. Une composition multidisciplinaire et respectueuse de toutes les opinions, de ceux qui, en toute bonne foi, se résignent à l'avortement et de ceux qui, avec une égale bonne foi, y répugnent. La diminution espérée du nombre des avortements serait une victoire des uns et des autres.

Mais je pense que nous ferions plus encore si nous nous attachions à ce que l'avortement devienne, en principe du moins, inutile. Plutôt que de gaspiller notre énergie à nous opposer, nous pourrions l'utiliser ensemble à élaborer un code de la femme et de l'enfant. La tâche est urgente, mais elle n'est pas impossible: n'avons-nous pas, l'année dernière, procédé en trois mois à une révision fondamentale de la Constitution. Nous sommes certainement à même de faire le même effort pour donner, à la femme et à l'enfant, un statut conforme à notre société démocratique et à notre civilisation traditionnellement respectueuse de la vie.

Je reste ouvert à toutes les propositions susceptibles de modifier la loi dans l'esprit et selon les orientations que je viens d'indiquer, mais je ne la voterai pas telle qu'elle nous est présentée. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Aerts.

De heer Aerts. — Mijnheer de Voorzitter, bij het begin van mijn uiteenzetting wil ik eerst de beide rapporteurs feliciteren voor het voorbeeldige verslag. Dit geldt eveneens voor al degenen die hieraan hebben meegewerkt. Ik wens ook de voorzitter van de commissie, onze collega Leemans, te danken voor de wijze waarop hij de debatten heeft geleid. De wijsheid die hiermee gepaard ging, zal ongetwijfeld het debat in de Hoge Vergadering blijven bezielen.

Ik zal van meet af aan iedereen geruststellen. Ik zal hier niet, zoals werd aangekondigd, drie uur spreken. Het is immers nagenoeg onmogelijk drie uur interessant te blijven. Bovendien blijft ook het gehoor geen drie uur bestendig aandachtig. Dit is trouwens een van de redenen waarom de lessen aan de universiteiten zo slecht worden bijgewoond en zo nutteloos zijn.

Het debat dat wij hier voeren, is een van de allerbelangrijkste debatten die ooit in het Parlement werden gevoerd. Bij de aanvang van de derde dag van de beraadslaging, is het nodig hierop nog eens te wijzen. Er laat zich immers al een zekere moeheid voelen. Men is al voor een stukje minder geïnteresseerd. Het gevaar bestaat dus dat men zich niet meer voldoende bewust is van de problematiek die hier wordt behandeld. Wij zijn hier immers noch min noch meer bezig met de totale liberalisering van de abortus.

Abortus betekent volgens *van Dale* een door kunstmiddelen veroorzaakte ontijdige bevalling van een foetus die buiten de baarmoeder niet in leven kan blijven. Mevrouw Aelvoet heeft dus wel gelijk wanneer zij zegt dat het overdreven is te beweren dat men voortaan abortus zal kunnen plegen tot het uur vóór de bevalling. Dit is niet correct en ik wens dit dan ook recht te zetten. Het debat vandaag gaat over het vernietigen van nieuw menselijk leven. Ik ben niet alleen om dit te zeggen. De dag na de goedkeuring van het wetsvoorstel in de commissie op 10 mei jongstleden, reageerde immers de hele pers in die zin. Ik citeer een paar kranten van 11 mei. *Le Soir* schreef: «Ces mots changent la réalité belge.» *De Standaard* schreef: «Voor het eerst in de geschiedenis is daarmee een meerderheid gevonden om abortus gedeeltelijk aan de strafwet te onttrekken.» *La Dernière Heure* had het over «un vote historique en commission». *La Libre Belgique* beweerde: «Il s'agit d'un vote historique.»

Wat is er dan zo belangrijk aan deze discussie? Men kan mijns inziens dit onderwerp niet behandelen zonder even uit te weiden over de ethische problematiek. Voor het eerst heeft er in het Parlement een confrontatie plaats tussen twee levensbeschouwingen met betrekking tot fundamentele waarden. Wij hebben hier in het Parlement al vele confrontaties meegemaakt, onder andere tussen de verschillende Gemeenschappen van ons land. Het ging dan veelal over economische belangen. Die discussies waren vaak zeer hard en bitsig, soms zelfs hatelijk. In de economische materie is er echter altijd ruimte voor een compromis. In de discussie over ethische waarden is die ruimte zeer eng, om niet te zeggen onbestaande.

Bij de stemming zullen er ongetwijfeld winnaars en verliezers zijn. Indien wij er niet in slagen terug te keren tot het gezond verstand, dan zullen er na de strijd echter alleen verliezers overblijven.

De bespreking van vandaag betekent niet het einde van onze ethische discussie, integendeel, zij is het begin ervan. Wij zullen elkaar hier nog ontmoeten wanneer er wordt gesproken over de genetische problematiek, over wat de wetenschap ons gaat aanbieden op het stuk van de genetica, tenzij in het onderhavig voorstel onder 6° van artikel 2 daarmede reeds wordt afgerekend. Ik vrees dat dit het geval is.

Wij zullen mekaar nog ontmoeten wanneer wij het hebben over euthanasie en over de waarden die men in onze maatschappij aan het gezin wil toekennen, wanneer wordt gesproken over de solidariteit tussen onze landgenoten en over het respect en de zorg voor de zwaksten. Ik verkondig hier geen theorie.

Onze beschaving stelt momenteel vragen omtrent een bepaald waardepatroon in verband met de bescherming van het menselijk leven. Wij ontvingen allemaal een document ondertekend door professor Etienne Vermeersch. Die man zoekt naar de bepaling van wat een menselijk wezen is. Hij stelt dat alleen een wezen met bewustzijn, met zelfbewustzijn, met sociale relaties en met een minimale deelname aan een cultureel erfgoed een volwaardig mens, een menselijk persoon is. Over een dergelijke bepaling kan worden nagedacht. Maar uit wat hij vervolgens schrijft volgt dat een pasgeboren baby geen volwaardig persoon is. «Wij moeten er echter onmiddellijk aan toevoegen», zo zegt hij, «dat alle huidige maatschappijen de rechten die zij aan

personen toekennen ook toekennen aan menselijke wezens vanaf de geboorte.»

Het kan toch niet zijn dat wij in een systeem zouden terecht komen waar de intrinsieke waarde van de mens in twijfel wordt getrokken. Het kan toch niet zijn dat de bescherming van het leven afhangt van datgene wat de maatschappij als bescherming wil voorhouden. Deze hooggeleerde heer professor werd reeds in het debat geciteerd. Wanneer wij die theorie aanvaarden dan staan wij niet ver meer af van een wetsvoorstel over euthanasie, zoals gisteren bleek uit wat de heer Moureaux heeft gezegd. Wij staan dan ook niet ver af van de liquidatie van ouden van dagen, van economisch onnuttige personen en van geestelijk en fysiek gehandicapten.

De heer De Loor. — Niet overdrijven, mijnheer Aerts.

De heer Aerts. — Mag ik u vragen niet zenuwachtig te worden. Wil u ook mij rustig aanhoren. Door naar elkaar te luisteren kunnen wij enkel veel leren.

Wanneer de mens maar rechten heeft voor zover een staatsbestel aan de menselijke persoon rechten kan en wil verlenen, staan wij inderdaad niet ver af van een wetsvoorstel dat personen wil liquideren die in de weg kunnen staan van een bepaald staatsbestel.

Er worden hier vragen gesteld in verband met het waardepatroon omtrent de bescherming van het menselijk leven. De onvoorwaardelijke rechtsbescherming van het menselijke leven is niet meer voor een ieder vanzelfsprekend.

Velen blijven kiezen — ik denk de meerderheid — voor een samenleving waarin respect voor de menselijke persoon in al zijn dimensies en levensstadia aanwezig is, voor een maatschappij met solidaire verantwoordelijkheid. Voor anderen primeert de individuele vrijheid.

In het verslag zegt collega Lallemand het volgende: Het recht op leven en de rechten van de vrouw die geen ongewenste zwangerschap wil ondergaan of die niet gedwongen wil worden een kind ter wereld te brengen, zijn waarden die beide erkend behoren te worden. Eerbied voor het leven en recht op de ontwikkeling van het leven worden aangevoerd als argumenten ter bescherming van het ongeboren leven dat de vrouw in zich draagt, maar om abortus uit het strafrecht te halen worden eveneens als argumenten aangevoerd: het recht op een vrij leven zonder onderdrukking, het recht van de vrouw op zelfstandigheid, haar recht op een zo groot mogelijke zelfontplooiing, haar recht op een leven dat ook kwalitatief waardevol is.»

Wij voeren hier een proces over twee waarden, enerzijds de eerbied voor het leven, anderzijds het recht van zelfbeschikking met de vraag hoever dit recht van zelfbeschikking kan gaan. Kan de vrijheid zover gaan dat iemand alles mag doen wat hij wil met zijn lichaam en met het zwakke menselijke leven?

Tot nu toe beschikken wij over wetten en reglementen die beperkend of verbiedend het individu eraan herinneren dat er in de samenleving algemeen erkende waarden zijn die steeds dienen te worden geëerbiedigd. In naam van de individuele vrijheid wil dit voorstel de mens toelaten soeverein te beslissen in alle domeinen, ook in dat van leven en dood. Iemand zei hieromtrent dat het ongeboren leven nu vogelvrij wordt verklaard.

Er zijn veel reacties losgekomen op dit voorstel. Zoals iedereen onder ons heb ik ook tientallen folders, publikaties van voor- en tegenstanders gekregen. Er was er eentje bij van de Centrale voor coördinatie van abortuscentra in Vlaanderen. Gelukkig was de kaft van het document zwart.

Ik heb ook de reacties van de faculteit geneeskunde van de Katholieke Universiteit van Leuven gelezen. Mevrouw Aelvoet, ik geef toe dat er een dissident kan zijn, maar de faculteit in haar geheel vindt dat we met dit voorstel abortus helemaal liberaliseren en dat de goedkeuring ervan door het Parlement een verregaande permissiviteit op het gebied van abortus in ons land tot gevolg zal hebben.

Over de verklaring van de bisschoppen zal ik het hier niet hebben. Ik sta hier niet in mijn hoedanigheid van gelovig mens,

maar in mijn hoedanigheid van christelijk politicus. Ik heb naar de verklaring van collega Minet over zijn godsdienstige overtuiging aandachtig geluisterd en ik heb ook geluisterd naar collega Lallemand die een wandeling meende te moeten maken in de leer van de katholieke kerk om aan te tonen dat de leer van de kerk door de eeuwen heen ook niet altijd dezelfde is geweest. Dat kan ook niet anders. Ook de kerkvaders zijn kinderen van hun tijd. Als Thomas van Aquino spreekt over het ontstaan van het menselijk leven, dan moeten wij dat zien in het licht van zijn tijd.

Immers, in die tijd zag men een gestructureerde opbouw van de kosmos, met aan het hoofd ervan een god die de beweging dirigeerde. Deze beweging was tweevoudig. Zij was ook op aarde aanwezig. De beweging van de mensen werd gedirecteerd en gedirigeerd door de wil van het opperste wezen. De beweging van de hemellichamen was een andere beweging, die werd door de engelen gedirigeerd. Er zat een bepaalde structuur in. Er werd verteld dat alle hemellichamen muziek maakten; het waren de koren van de cherubijnen. Ook de aardse planeet maakte muziek, maar er werden alleen twee noten van de notenbalk gebruikt, zo werd gezegd, namelijk mi en fa, van de woorden *miseria* en *famina*, *misère* et *famine*, ellende en hongersnood.

Wij hebben op de komst van Copernicus moeten wachten om te horen dat het om een structuur ging die geen stand kon houden en dat het niet ging om alles wat rond de aarde draait, maar wel dat het om een andere beweging ging.

Uiteindelijk hebben wij op Newton moeten wachten — de renaissance in de wetenschap — om te vernemen dat alles via een wetmatigheid gebeurt. Men kan ook niet beweren dat dit een belachelijke stelling was wanneer wij vandaag de mensen bezig horen over de nucleaire filosofie. Men kan toch niet zeggen dat Newton zich heeft vergist. In het tijdsbestel van toen heeft hij zich inderdaad niet vergist. Volgens de nucleaire filosofie verloopt niet alles volgens wetten; in de moleculaire wereld is er een vast deel, maar ook een variabel deel, en waarschijnlijk zijn wij voor enkele decennia of misschien een paar eeuwen op weg om daarin te gaan geloven.

Zoals ik reeds heb gezegd, is er een duidelijke beweging tegen dit wetsvoorstel. Baron Clerdent heeft het zoëven gezegd en ook de enquête van *Le Soir* toont het aan. Ik moet niets uitvinden. Volgens de enquête van *Le Soir* zou er een bijzonder klein percentage zijn voor het liberaliseren van abortus.

Mevrouw Mayence-Goossens. — Wij liberaliseren abortus niet!

De heer Aerts. — Mevrouw Mayence, ik zal proberen u van mijn stelling te overtuigen.

In België is er slechts een bijzonder kleine meerderheid voor liberalisering van abortus, namelijk in Vlaanderen 15,5 pct.; in Brussel 18 pct. en in Wallonië 10,3 pct. Er is dus duidelijk geen vraag naar liberalisering.

De heer Pataer. — Dat is heel nieuw. Dat spreekt uw stelling tegen dat Vlaanderen ter zake minder hervormingsgezind is dan Wallonië.

De heer Aerts. — Ik heb het ook opgemerkt. Ik beoordeel niet. Ik citeer alleen.

De heer Pataer. — Maar u spreekt zichzelf tegen.

De heer Aerts. — Slechts een klein percentage, namelijk 25 pct. in Vlaanderen en 33 pct. in Wallonië gaat akkoord dat abortus zou moeten toegelaten worden binnen de eerste twaalf weken van de zwangerschap telkens wanneer er sprake is van een noodtoestand (*cas de détresse*) van de vrouw.

Uit dezelfde enquête blijkt dat men niet akkoord gaat dat de beslissing aan de vrouw alleen wordt overgelaten. 19 pct. in Vlaanderen, 39,7 pct. in Wallonië zijn voorstanders. In Brussel is er een meerderheid van 56,3 pct. Maar hoe dan ook, het is dus niet waar dat er een vraag is naar liberalisering. De enquête

van *Le Soir* die, naar ik aanneem, op een objectieve basis is gebeurd, bevestigt dit standpunt.

Ik stel dan ook de vraag waarom wij een dergelijk voorstel zouden aannemen tegen de zin van de bevolking, erger nog tegen het ethisch aanvoelen van de bevolking.

Ik heb naar de zeer interessante uiteenzetting van collega Lallemand heel goed geluisterd. Hij bestrijdt de huidige wetgeving, en dit is tevens de juridische en ethische motivering van zijn voorstel, om reden dat *La conscience morale ne soutient plus la loi actuelle*.

De enquête bewijst dat *de communis opinio*, waarvan de heer Baert spreekt, niet aanwezig is, in verband met het wetsvoorstel.

Deze wetswijziging wordt in feite dus slechts door een minderheid van de bevolking gevraagd.

Indien het waar is dat de wet moet verdwijnen omdat er geen *de communis opinio* meer is, dan is het ook waar dat het huidige voorstel niet noodzakelijk is omdat het slechts zeer weinig aanhang heeft.

Men beweert wel eens dat de katholieken hun moraal willen opleggen aan de hele bevolking. Dat gaat niet op. De christenen hebben niet het monopolie van de verdediging van het menselijk leven. Zij maken daar ook geen aanspraak op. Collega Clerdent heeft daarstraks terecht aangestipt dat het respect voor elk menselijk leven een voorschrift is van universele moraal en in alle beschavingen bestaat. De bescherming van het menselijk leven is van alle tijden. Indien het recht op leven niet gerespecteerd wordt dan zijn al de andere rechten bedreigd. De recente wereldgeschiedenis heeft dat duidelijk bewezen.

Het enige verweer van de indieners tegen deze duidelijke reactie van de bevolking is blijven beweren dat ze geen voorstander zijn van abortus en dat dit wetsvoorstel geen « abortus op aanvraag » inhoudt. Mevrouw Mayence heeft dat op deze tribune nogmaals herhaald.

Laten wij nu een onderzoek doen, aan de hand van allerlei verklaringen naar de reële inhoud van het wetsvoorstel.

Collega Lallemand is een bijzonder handig pleiter. Hij is hier thans niet aanwezig, maar ik hoop dat zijn collega's hem zullen vertellen dat ik hem bloemetjes heb gegoooid. Hij heeft in zijn betoog getracht ons te overtuigen waarom de huidige wet moet worden gewijzigd.

De heer Lallemand redeneert als volgt: de wet wordt niet toegepast. Een wet die niet wordt toegepast bedreigt de rechtsstaat. De wet kan niet worden toegepast omdat er geen ethische motivering meer is bij de bevolking. Als een wet niet wordt toegepast komt de morele ordening in het gedrang. Zo redeneert hij verder.

Hij heeft echter helemaal niet gezegd wat in zijn voorstel staat. Hij heeft wel even aandacht besteed aan het belang van het gesprek met de geneesheer. Dit was echter slechts een *acte de complaisance* aan het adres van mevrouw Herman want er ging weinig overtuiging van uit. Hij heeft alleen uitvoerig aangetoond waarom de huidige wet niet langer verder kan bestaan. Daarin kan ik hem nog volgen.

Hij heeft echter niet de inhoud weergegeven van het voorstel dat aan onze goedkeuring wordt voorgelegd. Ik noem hem een handig pleiter want hij durft *coram populo* niet zeggen waarover het precies gaat omdat hij vreest dat bij heel wat mensen die thans gewonnen zijn voor een gedeeltelijke « depenalisering » van abortus, het bewustzijn zou groeien dat dit voorstel niet strookt met hun overtuiging.

Ik wil nu trachten de ware toedracht van dit wetsvoorstel toe te lichten om te vermijden dat sommigen achteraf zouden moeten zeggen dat zij het zo niet hadden bedoeld. Gewoonlijk refereren sprekers aan de gekende verontschuldiging in verband met onwetendheid die men in Duitsland hoorde na de val van het Hitler-regime.

Ik geef u een voorbeeld dat veel dichterbij ons staat. De *Conseil de la Communauté française* — waarvan velen hier aanwezig, lid zijn — besprak ooit een voorstel « relatif à l'éducation sanitaire et à l'information de la jeunesse aussi qu'à l'aide

et à l'assistance aux familles, dans les domaines relatifs à la contraception et à la parenté responsable ».

Achteraf bleek dat de leden van de Raad niet wisten waarover zij hadden gestemd.

Een journalist stelde het als volgt: « Le royaume des paradoxes: avortement interdit? toléré? ou obligatoire? » Une fois démontré que l'interruption de grossesse était bel et bien au centre de ce drôle de débat auquel assistaient apparemment quelques distraits, sourds ou hypocrites, il reste à savoir ce qui pourrait changer demain, en cette matière. »

Ik wil vermijden dat hier na de stemming mensen zouden buiten gaan die moeten erkennen dat zij het in feite niet goed hebben begrepen.

Mevrouw Mayence-Goossens. — Nu we u hebben gehoord, is alles duidelijk.

De heer Aerts. — Dat verwondert mij mevrouw, want ik begin pas aan mijn betoog.

De heer Wyninckx. — Het gaat nog drie kwartier duren.

De heer Aerts. — Het zal u niet deren of ik nog drie kwartier of nog twee uur spreek, mijnheer Wyninckx, u leest toch de krant.

De heer Wyninckx. — Ik kan terzelfder tijd mijn ogen en mijn oren gebruiken.

De Voorzitter. — Mag ik u verzoeken de spreker niet langer te onderbreken.

De heer Aerts. — Het is een beproefde techniek om te trachten de spreker te verstrooien. Gezien mijn jarenlange ervaring bij de balie heeft u echter geen kans op succes, mijnheer Wyninckx.

Collega Arts heeft dit wetsvoorstel reeds aan een technisch onderzoek onderworpen. Hij heeft, na zijn ontleding, slechts een puinhoop achtergelaten. Ik beperk mij tot de studie van de inhoud van het wetsvoorstel.

Zoals ik reeds bij de aanvang van mijn uiteenzetting heb opgemerkt, was het blijkbaar de bedoeling abortus te liberaliseren en te banaliseren. Artikel 348 legt een strafbepaling op voor de dokter die een vrouw, tegen haar wil in, haar kind ontleemt. Kan men iets ergers bedenken dan dit? Kan men zich een ernstiger misdrijf inbeelden dan de zwangerschap afbreken van een vrouw die dat niet wil? Dit roept het beeld op van het dramatisch hoogtepunt in deportatiefilms wanneer men een kind uit de armen ruikt van een vrouw en de vrouw de ene weg opstuurt en het kind de andere.

De indieners zijn van oordeel dat de minieme straf van opsluiting die thans in de wet wordt opgelegd te streng is. Zij vinden dat voor het ernstigste misdrijf tegen de menselijke beschaving, een moeder haar kind ontnemen, slechts een banale straf van één tot vijf jaar, en liefst ook met opschorting, kan worden opgelegd.

Mme Mayence-Goossens. — Ce que vous venez de dire est scandaleux.

M. Aerts. — Je vais corriger.

Mme Mayence-Goossens. — C'est inqualifiable! (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*) Vous avez quasi envie de dire que nous sommes les défenseurs de l'avortement. C'est indigne!

M. Aerts. — Je puis comprendre que vous soyez touchée; c'est d'ailleurs mon but.

De Voorzitter. — Collega's, laat de heer Aerts zijn betoog verder ontwikkelen. Hij zal erover waken geen schokkende uitlatingen tegenover collega's te gebruiken. Tot hiertoe heeft hij dat niet gedaan. Laten we luisteren naar wat hij zegt.

De heer Aerts. — Mijnheer de Voorzitter, collega's, gelukkig is in de commissie het gezond verstand teruggekomen. Men heeft de wettekst gehandhaafd, waarbij de huidige straf van kracht blijft.

Eenzelfde generositeit werd voorgesteld voor degene die vruchtafdrijving doet bij een vrouw die daarin heeft toegestemd. Daar de straf is teruggebracht tot een periode van drie maanden tot één jaar.

Het zwaartepunt ligt in artikel 2, tweede lid van 1^o: de tekst begint met de woorden: «Het feit is evenwel niet strafbaar.» Dat was de oorspronkelijke tekst. Hier werd duidelijk een reden van verschoning ingevoegd, bepalend dat het feit strafbaar blijft, maar, gezien zekere in de wet bepaalde omstandigheden, zou men in een aantal gevallen geen straf toepassen.

In de commissie werd dit door iedereen als een grond van verschoning geïnterpreteerd. Ik heb de citaten bij de hand. Iedereen had het over het feit dat de rechter moest oordelen, enzovoort. In de memorie van toelichting is er echter geen sprake van een verschoningsgrond. Integendeel, daarin staat dat de discussie uit de rechterlijke sfeer moet worden gehaald, dat de opzettelijke vruchtafdrijving uit het Strafwetboek moet worden geschrapt, dat er een grens moet worden gesteld aan de bevoegdheid van de onderzoeksrechters. Dit is iets helemaal anders dan een reden van verschoning. Het is een rechtvaardigingsgrond, want men onttrekt het strafbaar karakter aan het misdrijf.

De oorspronkelijke tekst van het voorstel was het tegengestelde van wat in de memorie van toelichting werd geschreven. Uiteindelijk argumenteerde men dat de Franse tekst gold en niet de Nederlandse. De wijziging zou eenvoudigweg als een tekstcorrectie worden voorgesteld. Men heeft die correctie uitgevoerd en de oorspronkelijke tekst «het feit is niet strafbaar» eenvoudig vervangen door «er is evenwel geen misdrijf».

De amendementen bij dit voorstel van de heren Cerexhe en Baert, maken geen kans aangezien zij toetsingelementen bevatten die niet meer worden vermeld in de huidige tekst.

Bovendien is er een gewilde onduidelijkheid in de tekst gelopen door het gebruik van een woord dat nieuw is in de rechtsliteratuur: «noodsituatie». Ik hoef ter zake voor de juristen niet uit te weiden. Toch is het belangrijk te onderstrepen dat de woorden «noodsituatie» of «noodtoestand» voor een ongeoeftend oor hetzelfde zijn.

Toch bestaat er een enorm verschil wat inhoud betreft: de «noodtoestand» is een situatie waarin men geen strafbare feiten verricht, terwijl de «noodsituatie» iets anders betekent.

Wat is dan wel een «noodsituatie»? Het wordt vertaald door «état de détresse». De uitdrukking «état de détresse» is reeds terug te vinden in de Franse rechtsliteratuur van 1936 en werd in Frankrijk lange tijd gehanteerd. In het rapport *Société française d'enquêtes sociales* van 1976, staat dat het begrip «état de détresse» eigenlijk «convenance personnelle» betekent. (*Mevrouw Mayence-Goossens lacht.*)

Mevrouw, ik zal u de tekst geven. Ik vind het ook niet duidelijk, maar zo staat het er nu eenmaal. Ik kan het niet vertalen, maar ik voel de betekenis wel aan.

Dat begrip wordt door dit wetsvoorstel ook in België geïntroduceerd. In de toelichting lees ik dat de noodsituatie verwijst naar die weloverwogen en volgehouden weigering. Hiermee wordt bedoeld de vaste wil, een bepaalde gemoedsgesteldheid of psychologische toestand.

De «convenance personnelle» van de vrouw is dus de enige grondslag voor de wettiging van de abortus.

De heer Lallemand heeft deze interpretatie toegelicht. Men kan ze vinden op de bladzijden van 87 tot en met 97 van het verslag. Hij heeft gezegd: «De noodsituatie volgt inderdaad uit de wil om aan de zwangerschap een einde te maken ondanks het belang dat men objectief toekent aan het embryo.»

«De noodsituatie staat in zekere zin los van motieven die de vrouw daarvoor aangeeft.»

«De noodsituatie is dus per definitie niet voor objectivering vatbaar.»

«In werkelijkheid is het de weigering van de vrouw om de gevolgen van de zwangerschap te aanvaarden die de grondslag vormt voor het onttrekken van abortus aan de werking van het strafrecht.»

«In werkelijkheid is de enige reden die de zwangerschapsafbreking kan wettigen, de vaste wil van de vrouw. Men hoeft daar geen geheim van te maken.»

Men kan het niet duidelijker zeggen dan de heer Lallemand.

Gegeven zijnde dat de noodsituatie de vaste wil van de vrouw is, vraag ik mij af wat de rol is van de geneesheer die men ten tonele voert. En wat is zijn taak? Wat is de inhoud van de relatie geneesheer-patiënt? Ik kan aantonen dat de rol van de geneesheer, zoals die tot uiting komt in het verslag, eigenlijk beperkt is tot het akte nemen van een situatie. Sommigen, die nu luisteren met de rug naar mij toegekeerd, vinden dit voldoende. (*Onderbrekingen op de socialistische banken.*)

De heer Wyninckx. — Voor andere technische ontwerpen werd er niet zoveel herrie gemaakt.

De Voorzitter. — Mijnheer Wyninckx, gelieve u te onthouden van opmerkingen, vooral als ze niet onmiddellijk betrekking hebben op wat de spreker heeft gezegd.

De heer Aerts. — Over de rol van de geneesheer heeft de heer Lallemand het volgende gezegd: «Hij dient na te gaan of de vrouw wel overwogen en volgehouden weigert. De arts moet nagaan wat de gemoedstoestand van de vrouw is en of zij wel overwogen en volgehouden weigert. Is het denkbaar dat een arts de verklaringen van een vrouw moet evalueren en toetsen? Dat is onmogelijk! Een arts kan niet instaan voor de juistheid van wat een patiënt hem zegt. Wanneer de vrouw vastbesloten is, mag de arts de redenen van haar vastberadenheid niet beoordelen. Men mag zich niet in de plaats van de vrouw stellen om na te gaan of zij wel of niet alles wel voldoende heeft afgewogen.»

In de hele opzet van de structuur is de arts een notaris die notuleert. Zijn inbreng is niet een oordeel uit te spreken, maar te beslissen of hij al dan niet de ingreep zal uitvoeren.

Wij staan enerzijds voor de vraag naar de beoordeling door een rechtbank — of door een andere constructie die objectieveerbare redenen kan beoordelen — en anderzijds voor de toegemeten passieve rol van de geneesheer.

Als de deur nog op een kier zou gestaan hebben, dan hebben de indianen ze helemaal dichtgegooid door het indienen van een amendement waardoor de appreciatie van de geneesheer over de vaste wil van de vrouw niet meer kan worden aangevochten is voor zoverre voldaan aan de in dit artikel bepaalde voorwaarden.

Dit is zuiver abortus op aanvraag. Ik lees in het *Répertoire Dalloz*: «De vrouw zelf laten oordelen of zij zich in een noodsituatie bevindt, komt neer op het toestaan van abortus om zuiver persoonlijke redenen.»

Ook de pers heeft er uitvoerig over geschreven. Ik geef enkele voorbeelden: «L'interruption volontaire de grossesse: dépenalisée», «60 pct. van de Senaatscommissie stemt abortus uit het strafrecht», «Senaatscommissie akkoord om abortus uit strafwet te halen».

Men heeft goed begrepen waarover het ging en degenen die ons iets anders voorhouden, bedriegen zichzelf.

Het is inderdaad abortus op aanvraag. De geneesheer kan «neen» zeggen als hij tot de bevinding komt dat volgens zijn oordeel, de vaste wil van de vrouw niet aanwezig is. Eigenlijk is zijn enige bevoegdheid «ja» te zeggen, want anders moet hij de vrouw doorverwijzen naar een andere geneesheer. De vrouw zal wel een geneesheer vinden die overtuigd is van de vaste wil van de vrouw. De heer Falise was zo oneerbiedig te spreken over bepaalde van zijn ambtgenoten als «des crétins de médecins».

Ik herhaal dat dit gebrek aan bevoegdheid van de geneesheer het aanvaarden van de amendementen van de heren Cerexhe en Baert totaal onmogelijk maakt.

Als ik pers, interviews, discours en uiteenzettingen lees, vraag ik mij af of wij wel allemaal over hetzelfde spreken.

Om dat na te gaan heb ik alles op een rijtje gezet.

Ik moet beginnen met een correctie waarvoor men onvolgende aandacht heeft.

Van wie is dit voorstel van wet? Men zegt: wetsvoorstel-Herman-Michielsens.

Zo is het niet. Volgens de rapporteurs: «De heer Lallemand, eerste ondertekenaar van het voorstel van wet betreffende de zwangerschapsafbreking, ingediend tijdens de voorgaande zittingsperiode en waarnaar onder punt 2 hierboven verwezen werd, heeft tijdens de eerste vergadering van de verenigde commissies verklaard dat hij het vaderschap van het thans in bespreking zijnde voorstel van wet blijft opeisen, aangezien enkel redenen van formele aard hem verhinderd hebben dit voorstel te ondertekenen. De heer Lallemand was op het ogenblik van de indiening Voorzitter van de Senaat.»

Dit voorstel is dus een compromis-voorstel.

Ik citeer nogmaals het verslag: «Het voorstel is het resultaat van lange onderhandelingen en uitvoerige discussies tussen mevrouw Herman-Michielsens en hemzelf.»

Dit voorstel zou dus een compromisvoorstel zijn dat tijdens de commissievergaderingen een merkwaardige wending heeft genomen. Ik onderzoek nu in hoeverre dit voorstel inderdaad een compromis-voorstel is, want ik vraag mij af of wij het wel over hetzelfde hebben in dit debat. Ik vraag mij af of de heer Lallemand inderdaad de auteur en de enige auteur van dit voorstel is, zoals hij beweert, en hoe anderen hun standpunt erin kunnen terugvinden.

Baron Clerdent heeft er zoëven reeds op gewezen, maar zonder argumentatie, dat dit geen compromisvoorstel is. Er zijn dus nog leden tot dit besluit gekomen.

M. le Président. — La parole est à Mme Mayence.

Mme Mayence-Goossens, rapporteur. — Monsieur le Président, permettez-moi de réagir en tant que rapporteur de la proposition.

En effet, M. Aerts vient de préciser que, d'après le rapport, la proposition était l'aboutissement d'une discussion entre M. Lallemand et Mme Herman.

Or, ainsi que je l'ai rappelé, le rapport précise que des discussions ont bien eu lieu entre Mme Herman et M. Lallemand, mais sont l'aboutissement d'une réflexion de plusieurs courants de pensées. Ils ont voulu aboutir à une vision commune de l'avortement.

Sans vouloir interpréter le texte du rapport, il me semblait utile de le relire exactement.

De heer Aerts. — Ik heb ook het verslag gelezen en kan daaruit enkel opmaken dat de heer Lallemand het vaderschap van dit voorstel blijft opeisen en dat het resultaat is van lange onderhandelingen.

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, il est évident que je ne suis pas le seul auteur de la proposition. Nous sommes sept ou huit à y avoir travaillé et à y avoir souscrit.

Lorsque j'ai dit que je revendiquais la paternité de cette proposition, c'est évidemment parce que ma signature ne figurait plus sur le texte déposé au Sénat, puisque j'étais alors, au moment du dépôt, Président du Sénat. J'ai donc voulu préciser, qu'à l'instar des autres auteurs, j'en reprenais, bien entendu, la paternité. Ne dites donc pas que je serais le seul et exclusif auteur de ce texte. Ce serait là un travestissement de la réalité, ce que je ne peux admettre, ne fût-ce que par honnêteté intellectuelle.

De heer Aerts. — U hebt gezegd dat dit voorstel een compromisvoorstel is, het resultaat van lange onderhandelingen en

uitvoerige discussies. *Je veux rester tout à fait objectif.* Ik zal dus onderzoeken of dit inderdaad een compromisvoorstel is. Ik mag dit doen en als ik mij vergis, moet u mij maar terechtwijzen.

Vermits mevrouw Herman in deze context wordt vernoemd, kan ik niet anders dan nagaan wat haar standpunt in de loop der jaren is geweest. Ik moet dit eerst uitmaken om dan te kunnen vergelijken en na te gaan of haar standpunt in het huidige wetsvoorstel is terug te vinden.

De eerste tekst waaronder de handtekening van mevrouw Herman staat, is het «Rapport van de Dertien», de besluiten van de staatscommissie voor de Ethische Problemen. Dit rapport bestaat uit drie delen. Een eerste deel bevat het grondbeginsel en bepaalt dat zwangerschapsafbreking niet langer een misdaad of een wanbedrijf is, als er omstandigheden zijn die de totale levenssituatie van de vrouw op ernstige en langdurige wijze bedreigen. De beoordeling van deze omstandigheden steunt op een globale benadering die eigenlijk overeenkomt met het huidige gebrip «gezondheid», niet alleen fysiek, maar ook psychisch. Een tweede deel van het rapport handelt over de verplichte raadpleging van een erkende opvangstructuur en een derde deel bepaalt dat de beslissing wordt genomen door de vrouw samen met de geneesheer.

Mevrouw Herman, in uw voorstel van 1977-1978 wordt bepaald dat de zwangerschapsafbreking niet meer strafbaar is indien ze door een geneesheer wordt uitgevoerd met duidelijke toestemming van de vrouw en indien het verderzetten van de zwangerschap op termijn een ernstige en blijvende bedreiging voor de gezondheid van de vrouw betekent. Hier wordt dus nog gesproken over de fysieke gezondheid van de vrouw.

Ook wijlen minister Vanderpoorten, bij wie u, mevrouw Herman, kabinetsmedewerkster was, werkte voorstellen voor de zwangerschapsafbreking uit die gebaseerd waren op de echte noodtoestand van de vrouw. Misschien werd u daardoor beïnvloed.

Het voorstel nummer 629 van 1980-1981 bepaalt dat de zwangerschapsafbreking niet strafbaar is wanneer zij wordt uitgevoerd door een geneesheer, met de uitdrukkelijke toestemming van de vrouw, en indien het verderzetten van de zwangerschap een ernstige en langdurige bedreiging vormt voor haar fysieke en psychische gezondheid.

Het huidig wetsvoorstel bevat geen verwijzing meer naar de gezondheidstoestand van de vrouw. In de toelichting van het verslag staat duidelijk: «De ondertekenaars van dit wetsvoorstel hebben dus besloten dat geen medische gronden moeten worden aangevoerd om de zwangerschap af te breken tijdens de eerste 12 weken na de bevruchting.»

In de plaats van de «gezondheid» werd het begrip «noodsituatie» ingevoerd. Zoals reeds gezegd is dit de vaste wil van de vrouw om haar kind niet te houden. Dit is een louter subjectief begrip. Het aanwenden van dit begrip, samen met het uitsluiten van een beoordeling van buiten uit en het buiten de strafwet stellen van de geneesheer, betekent omzeggens een abortus op aanvraag.

Mevrouw Herman, ik heb u nergens horen zeggen dat u het met een abortus op aanvraag eens bent.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer Aerts, ik heb zeer goed geluisterd naar wat u over mijn gedachtengang hebt gezegd. Het is niet omdat ik hier zo braaf en stil zit, dat ik het met u eens ben. Ik zal correct zijn en u erop antwoorden in mijn repliek.

De heer Aerts. — Ik reken daarop, mevrouw Herman. Ik spreek hier niet *ex cathedra* zonder dat er mag worden geantwoord.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Ik vind het correcter om daar uitgebreid op te antwoorden.

De heer Aerts. — We luisteren naar mekaar, mevrouw. We krijgen een repliek. Zo moet het gaan.

Ik heb u dus nooit horen zeggen dat u het eens bent met een abortus op aanvraag. Integendeel, u spreekt altijd over een globale beoordeling van de persoon in kwestie.

Tijdens de commissiebespreking werd gesteld dat het veel gemakkelijker zou zijn om te zeggen dat abortus is toegelaten.

Daarop volgt de bedenking: «Hoewel die oplossing de taak van de rechters zou vergemakkelijken, blijft de spreekster voorstander van de handhaving van het begrip noodsituatie dat volgens haar de wet een morele inslag geeft, en verhindert dat de ingreep tot iets banaals wordt gereduceerd.»

U en uw geestesgenoten, mevrouw Herman, geven aan het begrip noodsituatie dus een diepere dimensie. U geeft aan dit begrip eigenlijk een ethische waarde. In het wetsvoorstel wordt dit echter niet alleen tegengesproken, maar zelfs verworpen. In het wetsvoorstel is immers alleen sprake van de wil van de vrouw. Er wordt niets gezegd over de context of over de ethische waarden die moeten worden in acht genomen bij de beoordeling van de noodsituatie van de betrokken vrouw. Op dit punt vind ik dus uw zienswijze niet direct terug in het wetsvoorstel.

Ik blijf dan verder uw logica volgen. Er werd een amendement ingediend en aanvaard, waardoor de geneesheer straffeloos wordt. In de verantwoording bij dit amendement staat: «Wanneer de arts, na een gesprek met de vrouw, ervan overtuigd is dat zij in een noodsituatie verkeert en vast besloten is haar zwangerschap te laten afbreken,...» Dit gesprek met de arts is ook één van de drie elementen die terug te vinden zijn in het rapport van de derdient.

In het verslag staan op pagina 14 verdere toelichtingen van u hieromtrent, mevrouw Herman. U zegt dat de vrouw haar situatie moet uitleggen aan een arts, voor wie die ingreep een zware beslissing is. Er moet volgens u eveneens een gesprek worden gevoerd over mogelijke alternatieve oplossingen. De vrouwen moeten zich bevrijden van de druk uitgeoefend door de omgeving en zij moeten over de ingreep nadenken. Dit alles moet dus gebeuren in het gesprek met de arts. Wat is hiervan echter terug te vinden in artikel 2, 1°, b, van het voorstel?

Een eerste element, waarover u spreekt, mevrouw Herman, is «het uitleggen van de situatie». Ook voor de televisie herhaalde u dat die noodsituatie moet worden uitgelegd. Er moet dus volgens u in dat gesprek een oordeel worden gevormd over de levensomstandigheden van de vrouw. Op pagina 84 van het verslag staat: «Of de vrouw zich in een noodsituatie bevindt, kan door de arts worden beoordeeld veeleer door zijn psychologisch inzicht en ervaring dan door zijn professionele deskundigheid.»

Welnu, mij komt het voor dat er in de werkelijkheid niet veel zal worden uitgelegd. De vrouw moet immers volgens het voorstel alleen zeggen dat het haar vaste wil is om de zwangerschap te onderbreken en zij moet dit na zes dagen herhalen. De heer Lallemand heeft dit trouwens ook *in extenso* uitgelegd. In de tekst van het wetsvoorstel is echter geen plaats vrijgemaakt voor het gesprek waarin de vrouw haar situatie uitlegt, waarin wordt nagegaan waarover het juist gaat. De heer Lallemand zegt duidelijk dat het ondenkbaar is dat de arts de verklaringen van de vrouw evalueert en toetst.

Het tweede element waarover u het heeft, mevrouw Herman, is het gesprek. Bij de verantwoording van het voorstel, stuk nummer 7 van de commissiewerkzaamheden, is er inderdaad sprake van het gesprek van de arts met de vrouw. In artikel 2, 1°, b, staat echter: «... in een instelling voor gezondheidszorg waaraan een voorlichtingsdienst is verbonden die de zwangere vrouw opvangt en haar omstandig inlicht,...»

De belangrijkste woorden hier zijn «opvangen» en «inlichten». In de commissie werd om uitleg hieromtrent gevraagd. Hierop werd als volgt geantwoord. «Eén van de indieners wijst er nog op dat de voorgestelde nieuwe tekst beknopt is, maar toch veel elementen bevat.»

«Er moet een opvangdienst zijn.» Wij weten niet wat die in de realiteit zal betekenen. «De vrouw moet worden opvangen

en gehoord, maar haar houding mag niet worden goed- of afgekeurd.» Wat wil men horen van die vrouw? Eén zinnetje: «Ik wil.» Voor een echt gesprek is er luidens de tekst echter geen ruimte. Het is toch een merkwaardig gesprek, want de geneesheer mag erover geen oordeel uitspreken, hij hoeft alleen te registreren.

Wat houdt de voorlichting van de vrouw in? Ik zei daarstraks reeds dat de heer Lallemand daarover niet veel heeft gezegd en dat hij sprekend over de dialoog, eigenlijk geen nadere preciseringen heeft gegeven.

De voorziene voorlichting doet mij denken aan het volgende. Er staat in de wet geschreven dat wanneer personen gaan huwen zij moeten worden voorgelicht. Waaruit bestaat nu die voorlichting? De ambtenaar van de burgerlijke stand leest enkele artikelen voor uit het Burgerlijk Wetboek. Degenen die voor hem staan om te huwen hebben daar geen enkele interesse voor en mochten zij die wel hebben, dan begrijpen zij de tekst niet. Ik stel mij voor dat de voorlichting zoals bepaald in onderhavig wetsvoorstel, ook iets in die zin zal zijn. Hulp en raad mogen niet zo maar worden gegeven. Daar moet worden om verzocht. «Er kan uiteraard geen verplichting zijn tot een verzoek om hulp en raad want het centrum mag geen afradende werking hebben waardoor de vrouw een soort hulp zou krijgen die zij helemaal niet wil.» Er is ten eerste geen ruimte om de situatie uit te leggen en ten tweede ook niet tot het voeren van een gesprek.

En toch wordt er gesproken over een compromisvoorstel. Van de fysieke en psychische gezondheid is niets overgebleven. Het ondefinieerbare, louter subjectieve begrip van noodsituatie is in de plaats gekomen. Van enige ethische benadering is er geen sprake meer. Het gaat enkel over «de vaste wil».

Ik heb heel de zaak goed gevolgd.

Mevrouw Herman-Michielsens. — U hebt de zaak goed gevolgd, maar slecht begrepen. U bent toch wel genoeg institutionalist om te weten dat wanneer wij zouden zeggen hoe een opvangdienst er moet uitzien, wij onmiddellijk met uw opmerking zouden worden geconfronteerd dat het niet langer een nationale materie is die wij behandelen.

De heer Aerts. — Ik dacht dat ik de eerste ben geweest om dat element tijdens de bespreking in de commissie naar voren te brengen. Ik kan dus niet worden verdacht van onwetendheid op dat stuk. Er zullen dan nog andere problemen moeten worden opgelost. Ik blijf nu echter bij de tekst.

In *Knack* van 18 oktober 1989 stelt u: «Wij willen dat de aanvraag gestoffeerd wordt. Dat geapprecieerd wordt door een geneesheer.» Dat zijn twee elementen die tegenstrijdig zijn met het wetsvoorstel.

U zegt ook: «Wij willen dat alternatieve oplossingen worden besproken.» U beëindigde uw merkwaardige uiteenzetting waar ik met bijzondere aandacht heb naar geluisterd, met te zeggen dat «het gesprek het sluitstuk van het voorstel is». Dat is uw diepste overtuiging.

Ik toon u dus aan dat het sluitstuk ontbreekt en dat het monument daarom zal ineenstorten. Van een gesprek is er geen sprake in tegenstelling tot wat u beweerde in de krant dat de noodsituatie moet blijken uit een gesprek met de arts. «Doorheen een bevrijdend gesprek moeten de vrouw en de arts samen klaar zien in de noodsituatie», zo lezen wij in *De Standaard* van vorige maandag. Het spijt mij werkelijk dat er voor een gesprek, voor educatie of voor hulp geen ruimte is in dit wetsvoorstel.

En verder in de krant zegt u nog: «De arts moet de inhoud van de noodsituatie kennen om de vrouw deskundig te kunnen doorverwijzen naar hulpverleners ...» Dat mag niet volgens het voorstel, tenzij op uitdrukkelijk verzoek. Als u in het weekblad *Knack* beweert dat u geëvolueerd bent, dan beweer ik dat dat niet juist is.

Mevrouw, ik ervaar bij u op het ogenblik dezelfde bezorgdheid als indertijd toen het rapport van de dertien verscheen.

Mevrouw, ik wil u hier vertrouwelijk zeggen — en aangezien dit publiek gebeurt, is dit des te meer het geval — dat ik ter zake met u een gesprek wil aangaan omdat ik meen dat wij in feite niet zo ver van elkaar afstaan. Overigens ben ik niet de enige die hierover met u wil spreken. In mijn partij zijn nog mensen die over dit punt een gesprek willen aangaan.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Na dertien jaar stilte, lijkt mij dit een late roeping.

De heer Aerts. — Sommigen hebben inderdaad veel tijd nodig om over iets na te denken, maar daarna kunnen zij hun ideeën met des te meer klem verdedigen. Ik geef toe dat de eerste leermeester een diepe stempel op de leerling heeft gedrukt. Uw eerste leermeester was wijlen Herman Vanderpoorten. In dat rapport van de dertien en in uw voorstel loopt een blauwe draad, geen rode lijn, waaruit wij uw bezorgdheid voor de vrouw, voor dat gesprek met haar, afleiden.

Maar met wat ik hier allemaal heb gezegd, meen ik bewezen te hebben dat dit voorstel andere dingen vertelt, al meent u misschien nog wel, dat dit gesprek nog mogelijk is. Uw geestesgenoten van de PRL delen uw bezorgdheid ter zake.

Zo zei collega Hasquin na de beruchte stemming in de Senaatscommissie in *Le Soir* van 11 mei 1989: « Tout le débat va maintenant se localiser sur les structures d'information et d'accueil des femmes en détresse. Pour faire un pas, les libéraux déposeront avec ceux qui le souhaitent un amendement précisant que la femme en détresse devra obligatoirement consulter un centre d'accueil avant de demander une interruption de grossesse. »

Traduttore, traditore, daarom zeg ik het in het Frans.

Dames en heren, ik heb u aangetoond dat zulks niet kan met dit wetsvoorstel.

De heer Laverge. — Dat is niet uitgesloten, maar het moet niet.

De heer Aerts. — Laten wij toch niet vergeten dat het geheugen van mensen zeer kort kan zijn.

In dezelfde krant zegt mevrouw Mayence: « Mais toute la question est maintenant de savoir si la femme en détresse devra ou non consulter un centre d'accueil et d'information avant de décider d'interrompre sa grossesse. »

De heer Hasquin en mevrouw Mayence zeggen het en het ligt ook in de lijn van wat mevrouw Herman zegt. Mevrouw Mayence is echter consequent en dient in de commissie het amendement nummer 12 in, ertoe strekkend « de raad en de hulp » verplichtend te maken.

Dit amendement werd in de commissie echter nooit besproken. Het is uit de officiële documenten verdwenen; ik weet niet waarom. Misschien was het in de lijn van dat grote compromis waarop men zich nu beroept, een zeer storend stuk.

Ter attentie van de heer Hasquin en van mevrouw Mayence herhaal ik wat ik aan mevrouw Herman heb gezegd; over deze zaken valt te spreken, maar over het wetsvoorstel niet.

Bij de bespreking in de commissie werd door meerdere leden duidelijk vermeld dat het verplichtend maken van de hulpverlening ondenkbaar is, met de argumentatie dat zelfs een dergelijke hulpverlening slechts doeltreffend en waardevol is indien zij niet wordt opgelegd. De hulpverlening verplichten zou ze vlug reduceren tot een administratieve formaliteit.

Ik wil toch nog even de verschillen aantonen. De heer Lallemand zegt in zijn geschreven tekst: « De geneesheer moet louter akte nemen van de verklaring. » Dus geen beoordeling, geen objectivering. De heer Erdman is objectief genoeg om te zeggen dat het wel zó is, omdat het in de lijn ligt van een bepaalde filosofie waarvoor ik alle respect heb.

Alle verklaringen van degenen die het compromis voorstaan vermelden dat de geneesheer de inhoud van de noodsituatie

moet kennen. Het is een contradictie enerzijds te zeggen dat de vrouw wordt gehoord, waarbij geen afkeuring en vooral geen goedkeuring wordt gegeven, en anderzijds te beweren dat de noodsituatie moet blijken uit bevrijdende gesprekken met de arts, dat hulp en raad op verzoek worden verstrekt, dat de vrouw en de arts samen klaar moeten zien, dat de verschillende opvangmogelijkheden in herinnering moeten worden gebracht, en dat alternatieve oplossingen moeten worden besproken.

Hieruit besluit ik dat er sprake is van twee totaal verschillende voorstellen: een geschreven wetsvoorstel van de hand van de heer Lallemand, waarvan hij het vaderschap heeft opgeëist, en een niet geschreven wetsvoorstel, dat andere dingen mogelijk maakt en de huidige wetgeving onvoldoende acht. Ik ook behoor tot degenen die de huidige wetgeving onvoldoende achten, maar ik wil niet zover gaan als de heer Lallemand.

Opdat men na de Allerheiligendagen niet zou zeggen dat men eigenlijk niet wist dat dit de eigenlijke inhoud was van het wetsvoorstel ben ik blij dat men straks na de algemene bespreking in de kalmte van enkele vrije dagen kan nadenken over het debat dat hier werd gevoerd. Daarbij mag mijn persoon worden vergeten, maar ik hoop dat mijn gedachten bijblijven, bezinning brengen en doen beseffen dat wij hier over twee verschillende zaken bezig zijn. Ik hoop dat een principe waar men in feite fundamenteel tegen is dan niet zal worden goedgekeurd.

Men vraagt wat de CVP eigenlijk doet. Allereerst wijs ik erop dat volgens collega Peeters eigenlijk een stap te ver is gegaan. Hij heeft in een krant laten schrijven dat het radicale abortusvoorstel het zal halen door de schuld van de CVP, door haar stugge, negatieve houding en iedere weigering tot gesprek. Aldus zou de CVP de kans op een gematigd abortusvoorstel hebben verknald.

Dat is niet juist.

In de commissie heeft de PSC amendementen ingediend die werden weggestemd. Ik heb aangetoond dat in dit wetsvoorstel geen plaats is voor die amendementen wegens de contradictische inhoud van het wetsvoorstel.

Ik had het nog willen hebben over de minderjarigen. Dit aspect is echter gisteren reeds besproken. Toch doe ik opmerken dat ik het pijnlijk vind dat een kind van 12 of 13 jaar geen bijstand kan krijgen omdat alleen « de wil van de vrouw » telt. Maar wat is de wil van een kind van 12 jaar? Collega's, waar zijn wij mee bezig?

De heer Pataer. — Waar staat het dat het verboden zal zijn om bijstand te geven aan een kind van 12 jaar?

De heer Aerts. — Een aantal sprekers hebben dat vermeld. Ik verwijs naar de heer Moureaux: « De wil van de vrouw, onafgezien van de leeftijd. »

Bovendien is er artikel 2, laatste paragraaf, over de andersvaliden. Ik heb het reeds gezegd. Hierdoor wordt de deur opengezet om op grond van gegevens van genetische oorsprong te beslissen of een vrucht mag leven of niet. Wij volgen blindelings de wetenschap, die hoewel zij enorme vooruitgang geboekt heeft en horizons verlegd heeft, er nooit in slaagde de mens gelukkig te maken. Wij hebben hier steeds ons Europees cultureel waardepatroon verdedigd dat alleen kan ...

De heer Moens. — Wat de CVP zegt!

De heer Aerts. — Geachte streekgenoot, als ik de anderen niet zou vervelen, dan zou ik mijn betoog herbeginnen. Blijkbaar is een keer niet voldoende, niet om u te overtuigen, maar om u te doen nadenken.

Volgens de CVP is er in verband met dit dossier ruimte voor een gesprek. Eigenlijk is het bedroevend dat dit eerste ethisch debat uitmond in een confrontatie tussen de opvattingen over leven en dood. Wellicht kunnen wij niet over alle punten een consensus bereiken. Toch moeten wij ergens mekaar de hand kunnen geven om samen een stuk weg af te leggen. Het is niet te laat, maar het is wel de hoogste tijd.

In naam van mijn fractie en van die 88 pct. van de Vlaamse bevolking druk ik de vurige wens uit dat dit wetsvoorstel niet wordt aangenomen. Bij een stemming zijn er winnaars en verliezers, maar als wij op deze weg voortgaan zullen er uiteindelijk alleen verliezers overblijven. (*Levendig applaus op de banken van de CVP.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hasquin.

M. Hasquin. — Monsieur le Président, je mesure l'ampleur de la tâche qui m'attend, après avoir entendu ce matin à la radio Mmes et MM. les journalistes se plaindre du peu d'originalité et des redites multiples qui parsèment les discours. Etant, si je ne me trompe, le vingt-cinquième orateur de ce débat tant attendu, je vais essayer de ne pas décevoir l'attente et de développer devant vous un certain nombre de réflexions nouvelles.

Tout d'abord, je ferai une approche politique du problème. Dans un deuxième temps, je me situerai sur le plan de la logique pour expliquer ce qui, selon moi, fait l'incohérence de la position de ceux qui font ou s'efforcent de faire obstacle à la proposition de loi. Dans un troisième temps, enfin, je me situerai sur le plan de la philosophie, au sens large du terme, c'est-à-dire de la conception que chacun peut se faire de l'homme et de son rôle dans la société.

Revenons-en, dans un premier temps, au niveau strictement politique. Je rappelle que c'est en 1973, à l'occasion de l'affaire Peers, que le monde politique belge s'est saisi du problème de l'avortement. Dès les premiers mois de 1973, un certain nombre de propositions de loi ont été déposées devant les Chambres. Elles émanaient d'hommes et de femmes qui se réclamaient de la laïcité, la première, si j'ai bonne mémoire, étant celle de Mme Noëlla Dinant, député communiste. Elles présentaient toutes un certain nombre de caractéristiques communes, sur lesquelles je reviendrai dans quelques instants.

En 1974, à l'occasion d'un congrès qui s'était tenu dans l'amphithéâtre Paul-Emile Janson de l'Université libre de Bruxelles, colloque qui, fait exceptionnel, s'était déroulé devant 1 500 personnes, j'avais eu l'occasion, jeune chargé de cours à l'université, de prendre la parole, et je m'étais essayé à cet art difficile de la prophétie, je dirais même de la futurologie.

J'avais dit à l'époque — et vous me permettrez de me citer pendant quelques instants — « l'analyse des forces politiques et des diverses prises de position telles qu'elles sont en présence actuellement n'interdit pas de penser qu'une majorité pourrait se dégager au Parlement en faveur d'une solution de compromis si, comme ce fut le cas en Angleterre, en 1968, et en France, en 1974, la liberté de vote et de conscience était accordée à chaque parlementaire.

Ceci implique évidemment que les partis renoncent tout d'abord à parler en termes de globalisation — on échange l'avortement contre autre chose — et ensuite à transformer la question en problème de gouvernement.

Ce compromis pourrait se situer dans le cadre des suggestions avancées par les jeunes sociaux-chrétiens et les femmes sociales-chrétiennes: dépénalisation de l'avortement demandée par la femme qui a consulté préalablement une structure d'accueil non directive. »

J'avais, au milieu de l'année 1974, acquis la conviction que le point de rencontre possible entre des avis relativement divergents était la synthèse d'un certain nombre de positions développées par les milieux laïcs et d'un certain nombre de propositions, que l'on avait tendance à passer sous silence, et qui émanaient des femmes sociales-chrétiennes et des jeunes sociaux-chrétiens. Les déclarations en la matière s'étaient d'ailleurs multipliées dans le courant de l'année 1973.

Je plaçais donc pour que l'on ne fasse plus de l'avortement une question de gouvernement.

Il fallut encore attendre de longues années avant qu'il en soit bien ainsi, mais enfin, quinze ans plus tard, nous pouvons en discuter dans cette enceinte.

C'est cependant avec un certain dépit, une certaine consternation, que je constate, depuis quarante-huit heures, que les

démons de 1974 ressurgissent et que certains ont envie de faire de l'avortement une affaire de gouvernement, et en premier lieu une affaire de partis politiques, avant d'en appeler tout simplement à la conscience individuelle.

Je disais donc que le compromis me paraissait devoir reposer sur une approche, une démarche laïque en direction de certains chrétiens.

Quelle était la teneur des propositions déposées par des parlementaires, hommes et femmes, députés ou sénateurs, dans les années 1973 et suivantes?

On peut globalement les résumer comme suit: dépénalisation, avortement possible dans un délai de douze semaines, libre choix de la femme, nécessité de l'intervention en milieu hospitalier. Avec des variantes, c'est ce que l'on retrouve dans de multiples propositions.

J'ai sous les yeux ces diverses propositions, mais je ne crois pas utile de vous les lire à cette tribune.

Par ailleurs, en mai 1973, les jeunes sociaux-chrétiens prenaient déjà position en faveur de la création de ce que l'on appelait à l'époque déjà des structures d'accueil.

La position des jeunes sociaux-chrétiens et des femmes sociales-chrétiennes sur ces structures d'accueil n'était d'ailleurs guère originale. Il faut, en effet, se souvenir que tous les documents publiés à l'époque, notamment lorsque Jean-Louis Thys était président des jeunes sociaux-chrétiens, s'inspiraient directement de propositions émanant d'un certain nombre d'ecclésiastiques français de la Compagnie de Jésus de Paris, et publiées dans la revue *Etudes* en janvier 1973.

M. Cooreman. — Il s'agissait non pas de la Compagnie, mais de certains pères seulement, qui ne sont d'ailleurs plus jésuites à l'heure actuelle.

M. Hasquin. — Il y avait donc, dès 1973, une filiation de pensée allant dans le sens que je viens d'indiquer. Si je jette un coup d'œil sur les quinze dernières années, je constate que, du côté de ceux que, globalement, on appelle les laïques, les positions ont évolué: un effort a été consenti, une démarche a été entamée vers les catholiques qui souhaitaient que la situation progresse.

Alors qu'à la fin des années 70, cette notion de structure d'accueil était encore rejetée par l'ensemble de ces milieux, elle est reprise dans la proposition dont nous débattons aujourd'hui. Personnellement, j'y trouve d'ailleurs une grande satisfaction intellectuelle puisque, voici longtemps, j'avais eu le sentiment que c'était la seule solution susceptible de dégager un consensus suffisant dans les assemblées parlementaires.

J'aborderai à présent le second aspect de cette réflexion et je m'attacherai plus particulièrement à un problème de logique. Je souhaiterais analyser la cohérence d'une démarche pour en souligner l'incohérence. En effet, si l'on examine les arguments de ceux et celles qui prennent position contre les propositions dont nous débattons, on constate que la logique n'y trouve pas son compte.

Resituons-nous dans la problématique de la morale chrétienne. Si interrompre le processus d'ovulation constitue un refus de la conception, si, en d'autres termes, la conduite contraceptive, est assimilée au refus d'une vie nouvelle, et est donc condamnable — c'est, nous le savons, le point de vue de nombreux moralistes catholiques — et si, par ailleurs, le fœtus est un être humain en puissance, alors, la logique conduit à une attitude rigoureuse et sans faille à l'égard du respect absolu de la vie humaine tant réclamé par certains. En effet, le respect absolu de la vie humaine, au sens où l'entendent les adversaires de la proposition en discussion, implique, si l'on veut se montrer parfaitement cohérent, le rejet des pratiques contraceptives sous quelque forme que ce soit et le rejet de toute forme d'avortement, y compris l'avortement thérapeutique.

Or, si l'on analyse les documents et prises de position de l'Eglise catholique et des milieux qui lui sont proches, on est obligé de conclure qu'il n'existe qu'une seule personne au sein de l'institution dont le raisonnement soit parfaitement cohérent:

il s'agit du Pape Paul VI qui, en 1968, a défini — et la doctrine n'a pas varié depuis — ce que pense l'Eglise de la contraception et de l'avortement dans l'encyclique *Humanae Vitae* — déclaration reprise en 1974 par la Déclaration de la Congrégation pour la doctrine de la foi sur l'avortement provoqué.

Je voudrais citer quelques extraits de cette encyclique, dont je n'approuve pas les positions, mais qui a au moins, je le répète, le mérite de la cohérence et de la rigueur logique: «Il est absolument à exclure comme moyen licite de régulation des naissances l'interruption directe du processus de génération déjà engagé et surtout l'avortement directement voulu et procuré, même pour des raisons thérapeutiques. Est pareillement à exclure, comme le magistère de l'Eglise l'a plusieurs fois déclaré, la stérilisation directe, qu'elle soit perpétuelle ou temporaire, tant chez l'homme que chez la femme. Est exclue également toute action qui, soit en prévision de l'acte conjugal, soit dans son déroulement, soit dans le développement de ses conséquences naturelles, se proposerait comme but ou comme moyen de rendre impossible la procréation.» On peut ne point partager ces prises de position — c'est évidemment mon cas — mais la cohérence du raisonnement est inattaquable.

Or, quand je prends en considération les prises de position des milieux catholiques belges, à commencer par l'épiscopat, je constate qu'au fil du temps — quoi qu'on puisse en dire — des libertés ont été prises par rapport aux normes définies en 1968.

La lettre épiscopale rédigée au lendemain de la promulgation de l'encyclique *Humanae Vitae* témoigne de l'embarras de l'épiscopat belge. Celui-ci comprend le désarroi des fidèles et, à cette occasion, ressuscite une notion inventée au XVIII^e siècle, celle du pécheur de bonne foi.

En 1968, l'Eglise belge incline à penser, en ce qui concerne la contraception, qu'il faut faire preuve de mansuétude. Après 1968, l'Eglise de Belgique ne se prononcera d'ailleurs plus jamais sur cette question.

Sautons encore une étape: nous arrivons en 1970 et à une nouvelle déclaration épiscopale sur le problème de l'interruption volontaire de grossesse, et plus spécialement sur le cas extrêmement difficile de ce que j'appellerai le conflit entre deux vies. Que lit-on dans cette déclaration de 1970? «Il existe des situations conflictuelles d'une extrême gravité dont on ne peut guère sortir qu'en essayant de sauver tout ce qui peut l'être en fait de vie humaine.»

En d'autres termes, il faut pouvoir choisir et, par exemple, sauver la mère plutôt que le fœtus si l'on estime que la vie de la mère est en danger. Cette position sera reprise en 1973. Nous sommes loin de la doctrine classique telle qu'elle figure dans l'encyclique de 1968.

Je franchis encore une étape et j'en viens à 1973 qui voit la déclaration commune du PSC et du CVP, qui sera republiée quelques années plus tard, inchangée. Et, à ma connaissance, elle n'a pas subi de modification depuis. On y disait «oui» à la contraception devenue inéluctable. On y indiquait aussi qu'il fallait parfois se résoudre à l'avortement «pour des raisons médicales sérieuses susceptibles de mettre gravement en danger la vie ou la santé de la mère». La santé, un concept extrêmement large et vague.

Vous constaterez donc avec moi, mes chers collègues, que des dérapages ont eu lieu progressivement par rapport à la logique initiale dans laquelle on devrait pouvoir s'inscrire. Cette prise de distance par rapport à la norme imposée par la morale dont se réclament les opposants à la proposition en discussion traduit, me semble-t-il, leur impossibilité, confrontés à un certain nombre de réalités, de s'en tenir strictement au principe du respect absolu de la vie humaine qu'ils assèment pourtant, systématiquement, à ceux qui n'adhèrent pas à tous leurs postulats.

Or, ces écarts ne sont-ils pas la preuve qu'une marge d'appréciation est nécessaire, inéluctable? Pourquoi diable, alors, s'arroger le droit d'en déterminer seuls les modalités au nom d'une morale dont ils connaissent parfaitement le caractère relatif et les limites?

Je voudrais en terminant aborder des considérations plus philosophiques: la conception que l'on se fait de la place et du rôle de l'homme dans la société.

La discussion que nous vivons depuis plusieurs jours renvoie à un débat philosophique fondamental...

M. Cooreman. — C'est évident.

M. Hasquin. — ... entre la transcendance et l'immanence.

M. Henrion, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

D'où vient-on? Je me permettrai de vous lire un bref extrait du philosophe et sociologue français Gusdorf qui situe l'homme et son rôle dans la société à l'âge classique, c'est-à-dire au XVII^e siècle. «L'homme classique du XVII^e siècle habite un univers de contraintes au sein duquel sa place est fixée par les hiérarchies et les autorités légitimes qui, de toute éternité, définissent les disciplines de l'univers humain. Ce monde-ci n'est que l'ombre ou la copie plus ou moins déformée dont le modèle intelligible s'inscrit dans le ciel des idées, sous le patronage du dieu des philosophes et des théologiens. Chaque conscience droite n'est qu'un miroir obscurci appelé à refléter, le plus exactement possible, l'ordre de la pensée divine, principe de toute vérité, de toute beauté et de toute justice. Dieu est le seul maître des fins et des moyens. Ses directives s'imposent à nous sous forme d'idées fondamentales qui constituent l'ossature de notre raison et cautionnent les activités de notre entendement.»

Le statut de l'homme dans la société, pendant presque dix-huit siècles, est bien celui-là.

Puis, on assiste, au XVIII^e siècle, à une révolution intellectuelle, à ce que certains ont appelé le retrait de Dieu de la société et l'émergence de l'homme que Kant, à la fin du XVIII^e siècle, appelle à sortir de sa minorité, un homme révolté, un homme qui va mener un combat prométhéen, un homme qui aura le sentiment qu'il est désormais libéré d'un certain nombre de contraintes, de postulats philosophiques et qu'il a le pouvoir de maîtriser la nature.

L'évolution qui s'est opérée au XVIII^e siècle nous conditionne encore aujourd'hui. L'homme se révolte contre des contraintes religieuses qui ont pesé sur lui et qui en ont fait un sujet, non pas un sujet agissant, libéré intellectuellement, mais plutôt une sorte de marionnette.

Nous nous situons avant dans une société où dominait le «providentialisme» chrétien, où Dieu savait tout du passé, du présent et de l'avenir. La conviction philosophique dominante pendant plusieurs siècles dans l'Occident chrétien, c'était cela, monsieur de Seny.

M. de Seny. — Vous avez mal compris notre religion.

M. Hasquin. — C'est en partie dépassé, monsieur de Seny.

Que se passe-t-il à partir du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours? L'homme veut rompre avec la fatalité et il veut prendre des initiatives. Désormais, sa préoccupation est, avant tout, le bonheur de l'être humain sur terre plutôt que dans l'au-delà; il veut éviter, au maximum, les malheurs et les désagréments. C'est la naissance de l'humanisme. L'homme devient sujet agissant. Il essaie de mettre tout en œuvre pour améliorer son statut. Il croit à la science et est dominé par l'idéologie du progrès qui nous habite encore. Il est exact que cet homme est faillible et qu'il faut avoir le courage de s'interroger sur les pouvoirs de l'esprit humain et sur les limites de la science.

Cependant, je ne crois pas que l'on puisse continuer à fonder son action exclusivement sur des normes héritées d'une religion et d'une morale déterminées, dont les prises de position restrictives ne sont plus partagées par de nombreux citoyens.

Je me réjouis de ce que, depuis quelques années, dans ce pays, des catholiques se «protestantisent» — si je puis utiliser cette expression —, en ce sens qu'ils soient capables de mettre certains dogmes de côté et de prendre leurs distances par rapport à certaines injonctions; qu'en chrétiens, mais en toute liberté

d'esprit et de conscience, ils soient capables de réfléchir à certains problèmes et de maîtriser leur destinée. En cela, ils appartiennent aussi à ce combat prométhéen que j'évoquais il y a quelques instants.

Une chose me navre lorsque je m'adresse à une assemblée politique, mais c'est une des caractéristiques de notre vie politique: la représentation politique belge — je sais que je vais choquer certains d'entre vous et vous prie de m'en excuser — est encore trop proche des structures cléricales et ecclésiastiques. Cela explique sans doute que nous entamions ce débat en 1989 seulement, alors qu'il s'est déroulé, voici de très nombreuses années déjà, dans d'autres pays européens où les racines judéo-chrétiennes étaient peut-être plus profondément implantées qu'elles ne le sont dans la société belge.

Aujourd'hui encore, on ne peut s'empêcher de penser que ces structures sont éminemment pesantes, que cet effort de réflexion individuelle n'est pas encore poussé suffisamment loin. En d'autres termes, on ne peut s'empêcher de penser au décalage existant entre la classe politique et l'opinion des citoyens qui, en la matière, font sans doute parfois plus que nous, preuve de beaucoup plus de liberté intellectuelle. (*Applaudissements.*)

De heer Arts. — Mag ik de heer Hasquin suggereren de toespraak te lezen van wijlen rector De Somer bij het bezoek van de paus aan de Universiteit van Leuven?

M. Hasquin. — Je ne l'ai pas lu.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Didden.

De heer Didden. — Mijnheer de Voorzitter, vooraf dank ik de beide rapporteurs voor het excellente en zeer leesbare verslag dat ons werd overhandigd. Uiteraard wens ik in deze hulde ook commissievoorzitter Leemans te betrekken.

Het zal u niet verwonderen als ik begin met de bewering dat een uiteenzetting van om het even wie in een materie als deze zijn opvatting over de samenleving weergeeft.

Ten minste drie aspecten met betrekking tot mens en samenleving komen in dit voorstel van wet aan bod. Allereerst wens ik een beoordeling te maken vanuit een diep respect voor elke persoon en het centraal stellen van de menselijke persoon. Ten tweede moet dit gebeuren vanuit een oproep tot individuele verantwoordelijkheid. Men kan dit aspect niet negeren. Ten derde handelt dit voorstel ook over de organisatie van de sociale medemenselijkheid.

Er werd reeds de nadruk op gelegd dat wij te maken hebben met diepmenselijke conflictsituaties als men de strafwetgeving inzake zwangerschapsafbreking wil wijzigen.

Wij zijn allen overtuigd dat er bijna geen vrouwen zijn die om vluchtige redenen of om futiliteiten vragen een zwangerschap af te breken, hoe recent de innesteling ook is. Evenmin zijn wij ongevoelig voor noodsituaties.

Ons standpunt is dat in de samenleving moet worden gepoogd noodsituaties te verzachten, en zo mogelijk, te voorkomen. Wij hebben de plicht ons te bezinnen over de motieven voor zwangerschapsafbreking en te pogen hiervoor oplossingen te vinden. Wij moeten permanent de ambitie hebben de nood van alle mensen te lenigen vanuit een diep respect voor elke persoon, voor elk menselijk wezen.

Vanuit dezelfde bekommerning voor de ontplooiing van alle personen zijn wij voorstander van een maximale emancipatie van de vrouw. De christen-democraten willen de volledige waardigheid en gelijkwaardigheid van de vrouw bevorderen. Wij weten dat er nog altijd maatschappijen zijn waarin de onderwerping van vrouwen nog op een afschuwelijke wijze bestaat. Gelukkig is dit een verschijnsel dat in de Europese samenleving verdwijnt en krijgen vrouwen er dezelfde kansen als mannen.

De emancipatie van de vrouw is een doel waarvoor we ons ten volle blijven inspannen. Zij is echter niet het waarachtige probleem van dit wetsvoorstel. Bovendien kan men zich terecht afvragen of vrouwen die abortus plegen geen objectieve medeplichtigen worden van mannen die hen als object bezigen. Abortus

kan dus ook een stap terug zijn in de waardige strijd om de ontvoogding van de vrouw. Het berust op een sofisme dat de zwangerschapsafbreking de vrouw zal bevrijden. Zij zal hierdoor niet alleen meewerken om het leven van anderen niet mogelijk te maken, maar tevens wordt ze de slaaf van de man, die wordt ontslagen van elke verantwoordelijkheid tegenover het verwekte kind. Het conflict tussen werk, consumptie, ontspanning en moederschap wordt door de zwangerschapsafbreking ten top gedreven, eerder dan verzacht of opgelost.

In een tweede beschouwing ga ik even in op de periode van straffeloosheid die in dit voorstel is opgenomen. De indieners maken een onderscheid tussen twee periodes. Tijdens de eerste twaalf weken volstaat een subjectieve motivering om juridische aansprakelijkheid onmogelijk te maken. In de tweede periode, na de eerste twaalf weken en tot aan de geboorte — het is echter duidelijk dat men niet werkelijk bedoelt tot aan de geboorte — kan de zwangerschap slechts worden afgebroken indien het voltooiën ervan ernstige gevaren inhoudt voor de gezondheid van de vrouw of indien vaststaat dat «het kind dat geboren zal worden, zal lijden aan een uiterst zware kwaal die als ongeneeslijk wordt erkend op het ogenblik van de diagnose». Welnu, het begrip «gezondheid» is een dusdanig rekbaar ongedefinieerd begrip, waardoor het na twaalf weken en dus tot vlak vóór de geboorte mogelijk wordt een abortus uit te voeren. Eén van de auteurs heeft in de commissie verklaard dat het begrip gezondheid betrekking heeft op de «lichamelijke en geestelijke gezondheidstoestand» en bovendien blijkt uit het debat in de commissie dat abortus na de 24e week niet meer mogelijk is omdat de levensvatbaarheid van het kind dan evident is. Het begrip «lichamelijke en geestelijke gezondheid» blijft evenwel een rekbaar begrip. Bovendien beperkt de wettekst zich tot de formulering «gezondheid» zonder meer. De interpretatiemogelijkheid is dus zeer breed.

Mijn volgende beschouwing is gewijd aan het reeds veel besproken begrip dat zwangerschapsafbreking tijdens de eerste twaalf weken mogelijk maakt, namelijk de zogenaamde «nood-situatie». Opvallend is dat in het verslag van de commissie de term «noodtoestand» vermeden wordt, omdat men dan natuurlijk met een perfect begrijpbare en juridisch strikt bepaalde terminologie zou werken. «Noodtoestand» veronderstelt immers een manifest conflict waardoor een keuze tussen waarden onvermijdelijk is. «Noodtoestand» is in de rechtspraak inderdaad aan strikte voorwaarden verbonden. Uit de besprekingen en inleidingen van de indieners blijkt dat ze onderling nogal eens verschillende inhouden geven aan dit volkomen nieuw begrip. Zo spreekt mevrouw Truffaut in het verslag en in haar inleiding over «een sociologisch feit». Het opvoeden van een kind zou voor sommige vrouwen een te zware opdracht zijn. Het wetsvoorstel zou dan de kiem moeten zijn voor een moederschap dat een bron van vreugde is.

Men acht dus de keuze voor het afbreken van een ongeboren leven verantwoord indien de slogan «gewenste kinderen, gelukkige kinderen» niet toepasselijk is.

De heer De Seranno. — Mijnheer de Voorzitter, verontschuldig mij voor de onderbreking, maar noch de regering, noch de rapporteurs, noch de indieners van het wetsvoorstel zijn op het ogenblik aanwezig.

De heer Wathélet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand. — Ik ben aanwezig, mijnheer De Seranno. Ik heb nog geen ontslag genomen!

De heer De Seranno. — De minister is er inderdaad terug. Toch meen ik, mijnheer de Voorzitter, dat het onaantvaardbaar is dat deze bespreking wordt gehouden wanneer noch de rapporteur noch de indieners van het wetsvoorstel aanwezig zijn.

De heer Pataer. — Gisteravond waren de tegenstanders van het wetsvoorstel ook niet aanwezig.

Mevrouw Staels-Dompas. — Wij zijn de indieners niet. Wij zijn niet verantwoordelijk voor het voorstel.

De heer Pataer. — Neen, maar als het zo belangrijk is, moet u hier 's avonds ook aanwezig blijven.

M. le Président. — Il serait, en effet, préférable que les deux rapporteurs et les promoteurs principaux de la proposition de loi soient présents.

Je laisse la décision à l'orateur. Si vous le désirez, monsieur Didden, vous pouvez interrompre votre intervention maintenant pour la reprendre en début d'après-midi.

De heer Didden. — Mijnheer de Voorzitter, u plaatst mij voor een moeilijke keuze. Ik wil vannamiddag mijn uiteenzetting verderzetten. Ik betreur ook dat de indieners van het wetsvoorstel niet aanwezig zijn. Ik neem aan dat dit niets te maken heeft met mijn betoog.

M. le Président. — M. Didden peut continuer son intervention. Je transmettrai les remarques de M. De Seranno pour les travaux de cet après-midi.

De heer De Seranno. — Dank u, mijnheer de Voorzitter.

De heer Didden. — Mijnheer de Voorzitter, één van de indieners van het wetsvoorstel, mevrouw Truffaut, kon hier eigenlijk wel aanwezig zijn. Ik zal er mij echter niet aan storen dat ze er niet is.

Ik breng er begrip voor op dat de andere indieners van het wetsvoorstel aanwezig moeten zijn in de commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden. Ik hoop dat zij op een goede manier onze werkzaamheden zullen regelen.

Mevrouw Staels-Dompas. — Mijnheer de Voorzitter, ook de rapporteurs zijn niet aanwezig. Die moeten nochtans niet aanwezig zijn in de commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden!

De heer Didden. — Inderdaad, dat de rapporteurs niet aanwezig zijn, begrijp ik dus helemaal niet.

Ik zei daarnet dat mevrouw Truffaut de noodtoestand in feite terugbrengt tot een «sociologisch feit». Dit is een vrij brutale manier om het leven als dusdanig te banaliseren.

Iedereen die in een gezin met kinderen leeft of heeft geleefd, weet toch dat zwangere vrouwen meestal talrijke ongemakken en minder prettige momenten moeten doormaken. Welke zwangere vrouw heeft haar toestand al niet eens verwenst? Het is toch nogal laks en banaal om een dergelijke motivering te hanteren om een keuze te maken voor het ongeboren leven.

Ook mevrouw Herman blijft zeer vaag over de «noodsituatie». Zij erkent dat de gezondheid van de vrouw niet het enige criterium kan zijn, omdat de oorzaken van de noodsituatie te maken hebben met, bijvoorbeeld, de economische omstandigheden en met het feit dat de draagkracht van de vrouw zou worden overschreden. Dat zijn ongeveer de woorden die zij zelf gebruikte. Zij betwijfelt of de strafwet iets bijbrengt aan de ethische norm. Daarom opteert ook zij nu voor de noodsituatie, die volgens haar moeilijk te omschrijven is, maar wel door iedereen kan worden gevoeld.

De heer Lallemand is zeer klaar en onverbloemd bij de definiëring van de «noodsituatie». Hij zegt onder meer dat objectivering van de noodsituatie «niet mogelijk en zelfs niet wenselijk is. Het begrip noodsituatie hoeft niet nader omschreven te worden, omdat het verwijst naar een weloverwogen en volgehouden weigering.» En hij vervolgt zelfs: «Dit is de vaste wil van de vrouw om de zwangerschap af te breken.»

De heer Lallemand zegt dus onverbloemd dat het niet de motieven zijn die een zwangerschapsafbreking rechtvaardigen, maar wel een subjectieve toestand. Hij zegt verder dat de indieners niet akkoord gaan met objectivering. Indien er na het debat in de Senaat eventueel opnieuw een bespreking volgt over deze aangelegenheid met de verschillende partijen en met andere partijen die tot nog toe niet bij het gesprek betrokken waren, dan zal dit ongetwijfeld een moeilijk punt worden. De indieners

gaan niet akkoord met objectivering omdat dit leidt tot willekeurige controles.

De heer Lallemand bevestigt trouwens onomwonden dat een noodsituatie niet kan worden geïnterpreteerd als een noodtoestand. Bij een noodtoestand moet een onderscheid worden gemaakt tussen het dreigend kwaad en het plegen van een strafbaar feit. Het te beschermen belang moet minstens van een gelijke waarde zijn als het geschonden recht.

De heer Lallemand is bijzonder verhelderend in zijn commentaar. «De noodsituatie is een gevolg van wat men heeft meegeemaakt en uit zich in de weigering om de zwangerschap uit te dragen» verduidelijkt hij. Ook de tekst van het voorstel van wet is bijzonder duidelijk. Een aantal van mijn collega's hebben daarop reeds gewezen.

Het is dus klaar en duidelijk dat met dit wetsvoorstel abortus een volkomen vrije beslissing van de vrouw wordt. Het begrip noodsituatie is subjectief. Voor de arts is het een formele schaaflap om zelf rechter en partij te zijn.

Noodsituatie kan nochtans een interessant juridisch begrip worden, indien de auteurs willen ingaan op een voorstel om het een objectieve inhoud te geven. Ik zou kunnen begrijpen dat economische motieven, de sociale of burgerlijke status van de vrouw, relatie-problemen tussen koppels, leeftijdsomstandigheden van de vrouw en natuurlijk haar fysieke en psychische gezondheidstoestand, noodsituaties kunnen doen ontstaan. Ik zou zelfs kunnen begrijpen dat dergelijke omstandigheden als motief voor abortus kunnen gelden. Daarom echter aanvaard ik deze omstandigheden nog niet als een verschoningsgrond. Voor elk van deze problemen moeten immers objectieve oplossingen worden gezocht. Dit is beter dan abortus hiervoor als een oplossing te beschouwen.

Onze opvatting berust op een diep solidariteitsgevoel met alle menselijke noodsituaties en een mild begrip voor noodtoestanden. Wij willen dus milde rechters en een maatschappij met een hoge sociale gevoeligheid. Sociaal-economische noden moeten worden gelengd. Relatieproblemen tussen koppels kunnen niet steeds worden opgelost, maar wel vaak verzacht. Bovendien zijn wij tegenstander van hypocriete, onvolwassen houdingen en gedragingen tegenover alleenstaande moeders en zwangere meisjes. De beste oplossing voor relatieproblemen is trouwens de opvoeding, het leren aangaan van volwassen relaties. Verantwoordelijkheidszin moet ook in de consumptie-maatschappij een modern maatschappelijk doel blijven.

Het is niet omdat in ons omringende landen banale oplossingen worden gegeven aan diepmenselijke problemen, dat wij moeten achterna lopen. In die landen worden die oplossingen vandaag trouwens vaak betwist. Kijk maar naar de Verenigde Staten, toch het consumptieland bij uitstek. Laten wij deze blijk van nationale gezondheid waarover wij vandaag toch nog beschikken niet opgeven.

Wij mogen, als het over het leven gaat, ons nooit tot banaliseren laten verleiden. Trouwens, is de echte noodsituatie van vrouwen die in vertwijfeling komen omwille van hun zwangerschap niet eerder van psychologische aard? Gaat het niet veeleer over de eenzaamheid van de zwangere vrouw? Lost de zwangerschapsafbreking dit probleem op? Is abortus niet eerder een maatschappelijk alibi om eenzame en verlaten vrouwen niet te moeten helpen? Wordt bovendien door de abortus de vrouw niet nog meer in de eenzaamheid gedreven? Waarom organiseren wij bijvoorbeeld geen discrete en warme opvangcentra waar vrouwen hun zwangerschap in de best mogelijke omstandigheden kunnen voleindigen?

Mijnheer de Voorzitter, vermits het voorstel mede wordt geïnspireerd door wat in ons omringende landen in de afgelopen decennia is gebeurd, meen ik dat het goed is de evolutie in die landen na te gaan. Het grote onderscheid tussen het wetsvoorstel dat wij nu bespreken en de wetten die bestaan in Frankrijk, Nederland en de Bondsrepubliek is dat men in die landen steeds binnen het strafrecht blijft.

Vóór de wet van 1976 werd er in 1974 in Duitsland een voorstel tot instelling van de *Fristenlösung* goedgekeurd. In feite was dat een erkenning van het recht van de vrouw om tijdens

de eerste twaalf weken de zwangerschapsafbreking aan te vragen. Deze wet was eigenlijk gelijkaardig aan het huidige Belgische wetsvoorstel. Welnu, reeds drie dagen na de inwerkingtreding van de wet, heeft het *Bundesverfassungsgericht* de wet geschorst en later ongrondwettig verklaard. Dit hof, een van de weinige grondwettige hoven in de ons omringende landen, was van oordeel dat er vanaf de veertiende dag na de conceptie sprake is van menselijk leven en dat vanaf dat ogenblik de foetus door de Staat moet worden beschermd. Meer nog, het hof was van oordeel dat de federale overheden de grondwettelijke plicht hebben om strafbepalingen uit te vaardigen.

Met het wetsvoorstel dat wij hier bespreken, wil men de strafbepalingen doen verdwijnen. Wij wensen zelfs de strafrechter uit te schakelen.

In Duitsland zegt het grondwettelijk hof: de wetgever is verplicht wanneer een door de grondwet gëeiste bescherming niet anders kan worden gegeven, zijn toevlucht te nemen tot het strafrecht teneinde het zich ontwikkelende leven te beschermen. Ik meen dat er weinig uitspraken van grondwettelijke hoven bestaan die duidelijker zijn over de bescherming van het leven.

Ditselfde arrest bepaalt verder dat een liberalisering op zich niet radicaal in strijd is met de grondwettelijke voorschriften, doch dat de draagwijdte ervan moet worden beperkt tot objectieve omstandigheden. Ik herinner u aan de subjectieve motieven die in het voorstel dat wij nu bespreken zijn opgenomen.

Men spreekt zeer duidelijk over objectieve omstandigheden waarbij tevens maatregelen noodzakelijk zijn om de vrouw betere mogelijkheden te bieden voor het uitdragen van haar zwangerschap. Daarna werd de wetgeving in Duitsland gewijzigd. Men koos er voor de *Indikationslösung* en voor objectieve maatregelen. Van de maatregelen die nadien in Duitsland zijn getroffen kan men zich nadat er zware conflicten waren ontstaan, afvragen of ze wel kaderen in de wetgeving. Ik ga daar nu niet verder op in.

Het voorstel van wet Lallemand-Herman-Michielsens gaat eerder — en de auteurs zullen zeggen gelukkig maar — in de richting van de Franse en de Nederlandse wetgeving. In feite werd de Franse wetgeving overgenomen, met dit verschil dat de abortusingreep en de adviesperiode strikt gescheiden zijn. Men heeft als het ware zowel de oorspronkelijke ongrondwettelijke Duitse *Fristenlösung* als de Franse wetgeving op een onnauwkeurige manier overgenomen.

De subjectieve bepaling van de noodsituatie van de Franse wet komt ook in het Belgisch voorstel voor, maar de dubbele procedure met verwijzing door de arts naar een sociaal bureau dat niet gevestigd mag zijn in de erkende gezondheidsinstelling waar de abortus gebeurt, ontbreekt in het voorstel. Door de opvangstructuur en de instelling waar de abortus gebeurt onder één dak te plaatsen, gaat men voorbij aan het doel, de zwangere vrouw ertoe aan te zetten na te denken en het kind te behouden.

Gezien het late uur ga ik niet dieper in op de belangrijke verschillen tussen de Franse wetgeving en het Belgisch voorstel, ook al omdat we de dispuuten van voor- en tegenstanders reeds hebben gehoord.

Ik wil wel besluiten met te zeggen dat het Belgische voorstel van wet veel verder gaat dan de toch al verregaande Franse wetgeving.

De subjectivering van de zwangerschapsafbreking is uiteindelijk niets anders dan een hovaardige, eigengereide legalisering voor het doden van het zwakke, onbeschermd leven. Bovendien vormt de straffeloosheid van de abortus slechts de inleiding tot het voortijdig ongestraft afbreken van het oudere menselijk leven.

Wie durft beweren dat het onderhouden, veelal op last van de samenleving, van bejaarde mensen niet plaats heeft in soms pijnlijke omstandigheden? Wie durft beweren dat bejaarden, dementen, ongeneeslijke zieken geen zogenaamde noodsituaties tot stand brengen in hun omgeving? Welke morele of juridische norm zal de maatschappij verhinderen euthanasie op deze categorie van mensen uit te voeren? Welk zal het onderscheid zijn tussen de subjectieve noodsituatie van een zwangere vrouw en de nood van een vaak onbetaalbare geneeskunde en familiale belasting van een demente oudere, een diep zwakzinnig kind, een terminale patiënt? Dagelijks naar het hospitaal pendelen, geen vakantie kunnen nemen, alle familiale, financiële reserves aanspreken om uiteindelijk na maanden of jaren te eindigen met de dood. Wie durft beweren dat ook in deze omstandigheid geen noodsituatie aanwezig is?

Dit voorstel van zwangerschapsafbreking kan op geen enkele wijze mijn en onze goedkeuring wegdragen, omdat het geen eerbied heeft voor het leven. Zwangerschapsafbreking kan geen oorbaar middel zijn om noodsituaties te lenigen. Het is een verkeerde aanpak voor de emancipatie van de vrouw. Als christen-democraten willen we alle menselijke noden verhelpen en verzachten. Bovendien willen we fundamenteel de ontplooiing van alle personen. Het hanteren van een «subjectieve noodsituatie» als alibi voor straffeloze abortus zal morgen zonder meer leiden tot euthanasie en het ongestraft doden van terminale patiënten. Deze diepe zorg over het leven zal ons tot een neenstem nopen. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, ik stel voor om onze werkzaamheden te onderbreken.

Je propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

Wij zetten deze bespreking vanmiddag te 15 uur voort.

Nous poursuivrons cette discussion cet après-midi à 15 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 12 h 40 m.*)

(*La séance est levée à 12 h 40 m.*)

